

Diasporiques

Les cahiers du Cercle Gaston Crémieux

Éditorial

Républicains, encore un effort !

Avant-hier c'était un préfet qui était exécuté par des enragés en Corse, hier c'était le tour d'une employée d'un Mc.Do que d'être massacrée par l'explosion d'une bombe en Bretagne : un haut fonctionnaire de la République et une modeste citoyenne, deux « Français innocents » désormais tragiquement associés dans la mort par l'odieuse exaspération de revendications devenues haineuses. Que le premier ait été délibérément exécuté en tant que représentant de l'État et que la seconde ait été la cible « accidentelle » d'un attentat qui ne la visait pas personnellement ne change rien à l'affaire : ils sont l'un et l'autre des victimes expiatoires des symboles véhiculés par leurs fonctions. Ils ont tous deux été pris en otages et abattus « pour l'exemple ». Citoyens français, nous ne pouvons nous contenter de condamner avec vigueur ces actes abominables. Nous devons aussi réfléchir à leur genèse et tenter de créer les conditions permettant, autant que faire se peut, d'en prévenir la récurrence, que ce soit en Corse, en Bretagne ou ailleurs.

Le jeu de la violence et de la contre-violence se déroule sur l'avant-scène, avec ses règles propres. Le premier réflexe, pour contrer les crimes, est tout naturellement de faire appel aux rigueurs de la loi. L'ordre républicain doit être impérativement respecté, et il incombe aux pouvoirs publics d'y consacrer toute la vigilance et toute la fermeté nécessaires. On peut compter sur le ministre de l'Intérieur pour y veiller avec son ardeur coutumière. Cependant chacun sait aussi, d'expérience, que la peur du policier, du gendarme ou du juge, si elle constitue l'un des constituants dudit ordre républicain, n'a jamais suffi à arrêter les activistes les plus déterminés. Et si tel est le cas, c'est bien en l'occurrence parce que ceux-ci n'ignorent pas que, tout en réprouvant

(Suite page 2)

Interview

Ruth Dreifuss, Présidente sortante de la Confédération Helvétique :

« Jamais le judaïsme ne s'est exprimé avec plus de diversité »

Diasporiques a pris la décision, à partir du présent numéro, de demander à une personnalité de stature internationale de s'exprimer dans ses colonnes sur sa conception de la judéité. Nous avons, fin 1998, salué l'accession, pour la première fois en Suisse, d'une femme, et de surcroît socialiste et juive, à la magistrature suprême : la présidence de la Confédération. Nous sommes très heureux que Madame Ruth DREIFUSS, Conseillère fédérale, responsable du Département fédéral de l'Intérieur, nous ait fait l'honneur d'accepter d'ouvrir cette rubrique en répondant à trois questions arrêtées de concert avec elle, et nous l'en remercions très vivement.

Diasporiques : Comment peut-on maintenir tolérance et pluralisme dans les situations d'adversité auxquelles les Juifs continuent d'être confrontés ?

Ruth Dreifuss : D'abord, il importe de dire que la situation des Juifs a rarement été moins « adverse » qu'actuellement. Jamais les possibilités de jouir d'une pleine citoyenneté n'ont été aussi répandues, que ce soit en diaspora ou en Israël. L'antisémitisme continue à être professé, propagé : mais croyons-nous avoir le triste monopole de l'exclusion ? Certes non ! Notre expérience historique de l'intolérance et des discriminations subies nous insuffle une sensibilité plus aiguë, une capacité de résistance plus vigilante face aux mortelles simplifications racistes, y compris à celles qui sommeillent en nous-mêmes. S'il est vrai qu'Israël n'a pas encore trouvé la paix à laquelle il aspire, ce n'est pas fondamentalement parce qu'il se heurte à une manifestation d'antisémitisme, mais bien parce qu'il n'a pas encore réussi à créer les conditions d'une cohabitation durable avec ses voisins. Jamais, cependant, les chances d'y parvenir n'ont été aussi grandes qu'aujourd'hui.

Ensuite, jamais le judaïsme ne s'est exprimé avec plus de diversité. L'identité juive peut se nourrir de la simple fidélité à une histoire (interprétée par certains comme un long martyrologe, par d'autres

comme le témoignage d'un enrichissement culturel réciproque millénaire) jusqu'aux diverses formes d'expression religieuse, en passant par l'attachement à l'État d'Israël. Le pluralisme est devenu consubstantiel du judaïsme, parallèlement à l'évolution de la plupart des (Suite page 2)



Photo Département fédéral de l'Intérieur (CFI)

n°14

Juin 2000

Le sommaire est en page 32



(Suite de la page 1)

sociétés vers l'individualisation et le multiculturalisme. La tolérance se nourrira de la reconnaissance de ce fait comme l'aboutissement logique de notre si longue histoire et du développement des droits de la personne. Au-delà des signes, parfois ténus, d'une culture commune, il importe de retrouver le caractère universel des aspirations du peuple juif : la dignité, l'intégrité de la personne, l'égalité de tous, la liberté de chercher la vérité, le droit.

D : *Quel rôle Israël devra-t-il jouer à l'avenir pour la diaspora juive et vice versa ?*

R. D. : Israël et la diaspora représentent deux faces de l'identité juive : la voie de la normalité nationale (de l'autodétermination d'un peuple ayant retrouvé les conditions d'une création collective) et la voie de la normalité citoyenne dans un autre État, accompagnée de la certitude que l'expérience juive peut contribuer à une société plurielle, ouverte et tolérante. Si l'on fait abstraction de cette citoyenneté potentielle qu'offre à tout moment Israël pour le cas où la vie parmi les nations deviendrait trop difficile, si l'on oublie ce sentiment maternel (plutôt que patriotique) de la génération qui a assisté à la naissance de l'État d'Israël, si l'on dépasse la fausse obligation d'un soutien inconditionnel à cet État, alors il devient possible de considérer Israël à la fois comme un des nombreux avatars de l'histoire juive et comme un État jouissant des mêmes droits

et soumis aux mêmes obligations que tout autre membre de la communauté internationale.

D : *Est-il possible de résorber la tension inhérente à la définition d'Israël comme État démocratique juif, et comment y parvenir ?*

R. D. : Tout adjectif ajouté à l'expression « démocratie » en affaiblit la portée. Le principe de citoyenneté est incompatible avec une différenciation basée sur la religion, la langue, l'ethnie. Dans quasiment toutes les sociétés démocratiques du monde, un groupe religieux est majoritaire et influence, par ses traditions, l'ordre social. Pourquoi Israël ne pourrait-il pas s'assumer comme un État dont la majorité est composée de Juifs, de toutes obédiences d'ailleurs ? S'il est normal que des règles de société s'inspirent d'un certain nombre de traditions (les jours fériés, la garantie de la pureté des aliments, etc.), elles doivent respecter les croyances de tous les habitants du pays. Comme les démocraties à dominante chrétienne, l'État d'Israël doit, pour permettre la coexistence entre croyances et *Weltanschauungen* différentes, assumer la laïcité de l'État et assurer à chaque citoyen les mêmes droits, civils et civiques. La Loi du retour, qui accordé à chaque Juif une pleine citoyenneté, a un prix : participer au développement pacifique de toute la région, d'autant plus que s'accumulent les défis qui ne peuvent être résolus par un seul pays : l'eau, l'environnement, la santé... bref, le développement durable. ■

(Républicains... Suite de l'éditorial)

et en condamnant sans ambiguïté leurs modes d'action, nombreux sont ceux qui, dans la même mouvance culturelle qu'eux, en comprennent et parfois même en partagent les fondements. On a encore pu le constater dans des prises de parole lors de la manifestation organisée, début mai à Rennes, en mémoire de la jeune femme assassinée, comme cela transparaît non moins clairement dans les propos de certains des participants aux réunions de Matignon sur l'avenir de la Corse. Les moyens sont rejetés, sans appel, mais pas la cause.

C'est sans doute ce constat lucide qui a conduit le Premier ministre à organiser la confrontation ci-dessus évoquée. Sans préjuger son avenir, le moins qu'on puisse dire est qu'elle semble aujourd'hui piétiner. Nous ne saurions, quant à nous, au Cercle Gaston-Crémieux, en être vraiment surpris, puisqu'elle a été engagée sur des bases étroitement territoriales. Les racines culturelles liées à une terre, réelle ou mythique, sont vénérables, mais l'enfermement territorial d'un peuple est toujours un piège. Le peuple corse est légitimement attaché à son île, à son histoire, à son

passé. Mais qui sont « les » Corses ? L'idée, assez ahurissante, de « les » consulter sur leur avenir n'a évidemment pas manqué de poser des problèmes d'ordre constitutionnel. Comme ce serait le cas, et pour les mêmes raisons, si l'on s'avisait, demain, de réunir à Matignon « les » Bretons ou « les » Occitans !

Voici plus d'un tiers de siècle que nous écrivions, dans le manifeste marquant la naissance du Cercle, que la légitimité profonde d'un peuple provient non de ses conquêtes territoriales mais de l'expérience universaliste qui résulte de sa dispersion et de sa confrontation aux autres peuples de la planète. Ce qui fait la richesse d'une collectivité humaine n'est pas sa pureté mais, tout au contraire, sa capacité de se mêler aux autres, donnant et recevant à la fois. Un peuple n'est pas une collection d'individus, c'est un ensemble aux contours flous, qui n'existe, dans son devenir permanent, que dans les représentations collectives de tous ceux qui se sentent concernés par son existence. De la même façon, une langue n'est pas la propriété de ceux qui la parlent, fût-ce en tant qu'idiome

maternel ; elle est objet d'échanges permanents et enrichissants entre tous ceux qui en partagent l'usage et la font évoluer, elle fait partie du patrimoine commun de l'humanité tout entière.

Si, comme tout le laisse pressentir, le vingt et unième siècle doit être celui de la généralisation planétaire des diasporas de tous ordres, nous ferions bien de nous y préparer sans plus tarder. Et la meilleure façon de le faire n'est certainement pas de nier la légitimité des enracinements historiques et culturels spécifiques de chaque être humain. Comment ne pas comprendre que c'est en reconnaissant au contraire la valeur fondatrice de cette diversité, au sein d'ensembles étatiques de plus en plus complexes, économiquement et socialement enchevêtrés, que l'on donnera à tous les citoyens d'une même nation la volonté et la force d'assumer pleinement leur unité politique ?

En France, le pacte républicain reprendrait alors, pour tous, la signification irremplaçable que lui a conférée l'histoire. ■



Un révisionnisme trop occulté

Les récents attentats commis en Bretagne attirent de nouveau l'attention sur les extrémistes nationalistes de cette région. Nous avons demandé à Jean-Jacques Marie de rappeler certains antécédents peu glorieux du nationalisme breton, et l'étonnante persistance du culte de ses acteurs encore aujourd'hui. Diasporiques, qui se prononce pour la défense et l'encouragement de l'identité minoritaire, se doit de dénoncer vigoureusement toutes les formes de son dévoiement.

Il existe un révisionnisme tapageur, aux contours depuis longtemps bien cernés. On peut rappeler deux livres récents qui en reconstituent l'origine et en définissent les traits avec beaucoup de précision et de netteté : celui de Nadine Fresco, consacré au père fondateur, Paul Rassinier : *Fabrication d'un antisémite* (voir *Diasporiques* n°12), et celui de Valérie Igounet : *Histoire du négationnisme en France*¹. Ce révisionnisme-là est repéré, dénoncé et même, on le sait, légalement punissable.

Il en est un autre, qui prospère à son ombre, sans lien apparent ni affirmé avec lui, et se paye même le luxe d'être financé par l'État (!). Il ne nie pas la « solution finale », le génocide, ni les chambres à gaz. Il n'en parle pas, mais il réhabilite le nazisme de manière indirecte, à travers un certain nombre de nationalistes bretons collaborateurs des nazis, sous le couvert de l'exaltation de l'identité et de la culture régionales. Mais, si certains collaborateurs des nazis méritent d'être encensés et glorifiés, c'est donc que leur cause était bonne, et le nazisme avait ainsi des aspects positifs – au moins pour d'aucuns².

¹ Valérie Igounet, *Histoire du négationnisme en France*, Le Seuil, 2000.

² Un sous-chapitre, jamais cité, du livre-bilan de l'École d'Uriage, publié au troisième trimestre de 1945, intitulé *Vers le style du xx^e siècle*, sous la direction de Gilbert Gadoffre, muet sur les camps de concentration et le génocide, comporte des formulations étonnamment louangeuses sur le nazisme comme : « le nazisme a su créer un homme nouveau en contact avec les forces de la nature, capable de comprendre le monde actuel [...]. Il y a dans l'élite nazie de la jeunesse un dynamisme, un héroïsme et une largeur d'horizon qui ne peuvent être perdus sans appauvrissement pour l'Europe ».

L'association privée d'enseignement du breton Diwan, subventionnée par l'État, a créé en 1988 son premier collège à Relecq-Kerhuon, dans la banlieue de Brest. Elle lui a donné le nom de Roparz



Île de Bréhat, photo Harmonie, extraite du livre *La Bretagne*, Anatole Le Braz, Librairie Renouard, 1928

Hemon. Guingamp possède aussi un centre culturel Roparz-Hemon, que la municipalité de gauche subventionne. Le maire de la ville de Questembert, Paul Paboeuf, a récemment déclaré : « Diwan [...] a baptisé un de ses collèges : collège Roparz-Hemon ; c'est tout simplement du même ordre que si l'on baptisait aujourd'hui un nouvel établissement : collège Maréchal Pétain »³ et que ce collège Pétain fût subventionné par des fonds publics ! Le *Canard Enchaîné* du 26 avril 2000 signale la publication il y a cinq ans par les éditions An Here d'un dictionnaire de breton, de 1 232 pages, « proposé à la Mémoire de Roparz Hemon » et, d'après ce journal, financé à plus de 90 %

³ *Infos du pays de Ploermel*, 11 janvier 2000.

(sans doute un record absolu !) par des fonds publics : 4,9 millions de subventions publiques sur un budget total d'un peu plus de 5,3 millions de francs...

Le vrai visage de ce personnage est systématiquement dissimulé. L'un des rédacteurs d'*Armor Magazine*, Bernard Cadoret, consacre en octobre 1999 un article à celui qu'il appelle « le père de la langue bretonne ». Sans jamais évoquer les activités de Roparz Hemon sous l'occupation, il affirme que celui-ci « fut chassé de France par les Français après la Seconde Guerre mondiale (peut-être parce que ceux-ci n'appréciaient pas ceux qui étaient trop compétents en d'autres langues que le français ?) »⁴. Faut-il croire que, en 1945, Roparz Hemon avait été victime de ses compétences de polyglotte, vomies par les odieux Français ? Ce n'est pourtant pas à ses seules préoccupations linguistiques qu'il faisait allusion lorsque, en mai 1950, il écrivait : « Dans le quart de siècle écoulé il se produisit un miracle : pendant quatre ans, de 1940 à 1944, il passa un vent de liberté sur la Bretagne : tout vrai Breton put travailler presque sans tracas, et la vie de l'esprit fut florissante »⁵.

Ah oui, les belles années que celles où la formation nationaliste bretonne « Perrot », truffée d'amis de Roparz Hemon, pouvait défiler au pas de l'oie aux côtés de ses chers SS... Henri Fréville, dans son ouvrage classique *Archives secrètes de Bretagne*, écrit de lui : « le 1^{er} juillet 1941 il fut définitivement nommé dans les fonctions de secrétaire de la station Radio-

⁴ *Armor Magazine*, octobre 1999.

⁵ *Al Liamm*, n°0, mai 1950.



Bretagne et bénéficia de son traitement de professeur au lycée de Brest, détaché à la radio. Il fut ensuite rétribué directement par le budget de Radio-Bretagne, alimenté par les fonds provenant du service de propagande allemand »⁶. Comme le rectorat de Rennes traînait la jambe pour le détacher à Radio-Rennes-allemande, il dénonça ces attermolements comme « une offense à l'armée allemande dont, déclara-t-il, je suis "l'employé" »⁷.

Il obtint dès le début de 1941 l'autorisation des autorités nazies de faire paraître un bulletin, *Arvor*, dont il écrivait l'éditorial signé Pendaran. Sous ce pseudonyme il écrivit en juin 1941 : « La Troisième République française a répandu dans le peuple une culture basée sur la mystique de la Révolution de 1789, revue par et corrigée par le Parti radical avec, cela va sans dire, la collaboration des Juifs et des Loges »⁸. C'est peu de chose, en comparaison de certains déchaînements déatistes ou doriotistes ? Mais l'année suivante Pendaran-Hemon fait mieux ; en juillet 1942 il écrit : « Les petits Bretons doivent apprendre que les Celtes ont subi plusieurs siècles de honte et d'esclavage, depuis le temps où les légions romaines débarquaient dans l'île de Bretagne, jusqu'au temps où feue Marienne livrait notre pays à ses Juifs »⁹. Roparz Hemon, on le voit, n'avait pas que des soucis linguistiques, même s'il s'intéressait à la langue française..., en prétendant l'éradiquer complètement de Bretagne. En juin 1942, il écrivait en effet dans le bulletin *Arvor* : « La Bretagne n'a qu'une langue : le breton. Le français n'est qu'une langue

étrangère [...] bannir le français est notre but. Tant qu'il restera un francisant dans notre pays, ce sera un de trop »¹⁰.

Au début d'août 1944, face à l'avance alliée, Roparz Hemon fuit héroïquement vers l'Allemagne avec les miliciens bretons SS de la formation « Perrot », qui vont rencontrer Doriot près du lac de Constance, où Doriot s'engage, « en tant que chef éventuel de l'État français, à reconnaître l'existence de la nation bretonne distincte de la nation française, jouissant de son entière autonomie comme État »¹¹. On ne sait si Roparz Hemon était encore avec ses amis de la formation « Perrot » lorsque celle-ci passa par Troyes. Une chose est sûre : ses proches amis arrivant à Troyes le 15 août, conjointement avec la Gestapo, extraient de la prison de cette ville 49 résistants emprisonnés et les abattent.

Ainsi, l'État et ses instances régionales encore aujourd'hui financent, encouragent, promeuvent, au nom de la culture bretonne, la mémoire d'un salarié de la Wehrmacht, qui se vantait de l'être, d'un agent nazi antisémite. Le scandale n'est pas seulement dans cette réalité, mais dans le fait qu'elle est connue depuis fort longtemps : Henri Fréville, l'ancien maire de Rennes, a déjà tout dit il y a vingt ans dans ses *Archives secrètes de Bretagne, 1940-1944*, ainsi que Michel Nicolas dans son *Histoire du Mouvement breton*, et dans *Les nationalistes bretons de 1939 à 1945*. Nul ne peut plaider l'ignorance ; c'est en connaissance de cause que s'effectuent la promotion de Roparz Hemon et le financement public de ses héritiers

politiques. Démasquer l'imposture des négationnistes est certes nécessaire, mais il suffit apparemment de se ranger sous la couverture du régionalisme et de la culture régionale pour pouvoir poursuivre, en toute tranquillité et avec l'argent de l'État, un travail similaire au leur. Peut-on à la fois dénoncer la « préférence nationale » de Le Pen, et ne dire mot de la « préférence régionale » prônée par les admirateurs de Roparz Hemon, et dont la propagande est financée par des fonds publics ? Cette « préférence régionale » est de la même eau que l'autre, et ses relents racistes tout aussi prononcés ; elle renvoie à l'époque où les nationalistes bretons faisaient voter une adresse au Maréchal Pétain l'assurant de leurs « sentiments de filial dévouement » et lui « demandant respectueusement de continuer à faire droit aux constantes requêtes de la Bretagne. dans le cadre de la France régénérée... de nommer le plus tôt possible un gouverneur breton à la tête de la province de Bretagne... une assemblée ou un grand conseil provincial... qui devra comprendre... des délégués des forces économiques, professionnelles et spirituelles de Bretagne, et réaliser l'enseignement progressif de la langue bretonne en basse Bretagne ». Pourquoi cette étrange complaisance ? Est-ce par soumission à l'Union Européenne qui prône « l'Europe des régions » ? ■

J.-J. Marie

Dernière minute : sous la pression de l'opinion, et après douze ans de réflexion, le Diwan a fini par débaptiser le collège Roparz-Hemon, en faisant remarquer qu'il restait encore d'autres antisémites célèbres aux frontons des collèges français...

⁶ Henri Fréville: *Archives secrètes de Bretagne, 1940-44*, p. 82.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Arbore*, n°22, 1^{er} juin 1941.

⁹ *Arvor*, n°81, 26 juillet 1942.

¹⁰ *Arvor*, n°74, 7 juin 1942.

¹¹ cité in Michel Nicolas *Les Nationalistes bretons de 1939 à 1945*, p. 123.

Les choses semblent bouger, enfin, au Proche-Orient. Comment ne pas s'en réjouir, comment ne pas espérer une issue juste de ce long conflit ? La situation est trop volatile pour être commentée ici ; mais un aspect est à souligner déjà. Dans le numéro 7 (septembre 1998), *Diasporiques* exposait la triste cas de la prison de Khiam, au Liban-sud, cette geôle gérée par l'A.L.S. sous contrôle israélien. Avec l'abandon du Liban-Sud par l'armée d'Israël, cette cause de remords permanent pour les consciences disparaît aussi, encore que le passé n'en est pas effacé. Déjà, une nouvelle question se pose : comment Israël va-t-il gérer le devenir de ses "harkis" ?



“Message aux Israéliens et aux Juifs”

Texte signé par 120 intellectuels palestiniens il y a deux mois, publié en anglais dans le journal israélien Haaretz, adressé en fait aux Israéliens et aux Juifs, et à ce titre, à nous. Des extraits en ont été publiés et commentés par V. Cygielman dans le Nouvel Observateur, en avril. Il est vrai que, devant les difficultés rencontrées par les négociateurs palestiniens, cette initiative peut apparaître comme une « manœuvre de contournement », tentant notamment de faire appel à l'opinion juive hors Israël.

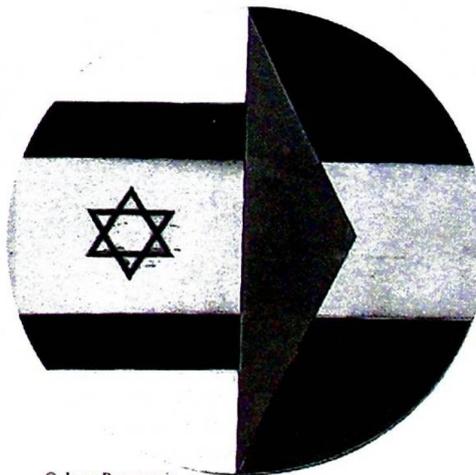
Nous, soussignés, intellectuels palestiniens, nous adressons aux Israéliens et aux Juifs ce message, afin de clarifier notre point de vue sur le processus de paix en cours.

Nous sommes inquiets, car ce qui est proposé n'est pas la paix, mais les prémices de futurs conflits. La majorité des Palestiniens, nous compris, avaient cru que les temps étaient mûrs pour conclure un accord historique avec les Israéliens, nous permettant de vivre ensemble et enfin en paix, malgré les injustices, les souffrances et la dépossession qui nous avaient été infligées depuis des décennies par les Israéliens.

La majorité des Palestiniens croyaient que la paix aurait été fondée sur deux principes : la justice et l'assentiment pour un avenir commun. Or, ce à quoi nous assistons est très éloigné de ces principes. L'une des parties est convaincue que l'équilibre actuel des forces l'avantage au point de lui permettre d'imposer à l'autre partie un accord humiliant, le contraindre à tout accepter. L'accord historique attendu est en passe de devenir un accord entre les Israéliens, et non un accord avec les Palestiniens. C'est un accord qui écrase les Palestiniens sur le plan humain, sur le plan territorial, sur le plan sécuritaire et sur le plan politique. Au plan humain, il ne reconnaît pas leurs droits humains et politiques. Au plan territorial, il les confine dans des zones fragmentées, dans des villes et dans des villages, tout en leur confisquant progressivement leur territoire. Au plan de la sécurité, il met la sécurité des Israéliens au-dessus du droit des Palestiniens à l'existence et à la sécurité. Sur le plan politique, il empêche les Palestiniens de décider de

leur avenir et de contrôler leurs frontières.

Nous exprimons les convictions profondes de notre peuple en vous mettant face à ces réalités. Il vous faut choisir entre un accord imposé par un rapport de forces qui favorise de manière écrasante le gouvernement et l'armée d'Israël et un accord juste, qui favoriserait ensemble Israéliens et Palestiniens, qui préparerait les bases d'une coexistence à long terme, sur une même terre. Ce choix, nous le remettons entre vos mains.



© Jerzy Borensztajn

Nous déclarons clairement ne voir que deux solutions au règlement de la question palestinienne. La première est fondée sur l'établissement d'un État palestinien, pleinement souverain, sur les territoires occupés par Israël en 1967, avec Jérusalem pour capitale, avec le droit au retour pour les réfugiés palestiniens, et avec la reconnaissance par Israël de l'injustice historique

infligée au peuple palestinien. L'État palestinien serait établi suivant les principes de la démocratie, et sur les valeurs reconnues par la Déclaration d'Indépendance Palestinienne de 1988.

La seconde solution serait la création d'un État démocratique binational, pour les deux peuples sur le territoire historique de la Palestine.

Il est clair que le négociateur palestinien, dont les mains sont liées par le rapport des forces qui jouent en sa défaveur, peut être contraint d'accepter un accord humiliant et dégradant, qui ne conduirait vers aucune de ces deux solutions. L'Histoire abonde en exemples d'accords imposés et intolérables, et qui se sont terminés par des catastrophes pour toutes les parties.

Nous adressons ce message d'abord aux Israéliens qui croient aux valeurs de justice et d'équité, et à tous ceux qui aspirent à la paix sur la Terre. Nous voulons les avertir que l'accord tel que le pouvoir israélien cherche à l'imposer au négociateur palestinien ne saurait être un accord avec le peuple palestinien. Un tel accord serait fragile, et porterait en lui les germes de sa propre destruction. Nous ne pourrions le supporter, nous ne l'accepterions pas.

Nous vous tendons la main pour conclure une paix juste et vraie, et non une paix de la coercition militaire, non la paix des généraux. ■

**Abdel Rahman Abu Gharbia,
Abdulla Mutawi,
Ahmad Banani, etc.**



Connaissez-vous Thierry Jonquet ?

Henri Raczymow

(À propos de *Jours tranquilles à Belleville. Récit*)

Thierry Jonquet, Paris, Éditions Méréal, 2000 (3^e tirage), 174 p.)

Thierry Jonquet, c'est l'auteur de romans noirs dans la prestigieuse Série du même nom chez Gallimard, notamment de *Moloch* et des *Orpailleurs*. Son livre autobiographique, *Rouge, c'est la vie* (Seuil, 1998) racontait comment il était inévitable que lui, Victor, ancien trotskiste de L.O. puis de la Ligue communiste et elle, Léa, une ancienne kibboutznik du Dror, se rencontrent et s'aiment. L'originalité de ce roman vrai qui tenait un peu du *Jacques le Fataliste* de Diderot, c'est que cette histoire nous était racontée en amont. Le narrateur relatait les vies respectives de deux adolescents parisiens des années soixante-dix, et tous les événements qui devaient fatalement présider à leur rencontre. C'était, à tous égards, le triste temps du reflux et des illusions perdues. Cela nous valut de belles pages où nos nostalgies respectives puisaient leur content. On riait, on versait une larme à chaque page, c'était la vie qu'on rêva « rouge », un jour, il y a bien longtemps, et on garderait toujours ce rêve en soi...

Jonquet, depuis une quinzaine d'années, vit à Belleville, quartier populaire de l'est de Paris qui a accueilli depuis plus d'un siècle des vagues successives d'immigrés. Son nouveau livre, *Jours tranquilles à Belleville*, dont le titre est un clin d'œil à Henry Miller (*Jours tranquilles à Clichy*), est une enquête sans complaisance sur le devenir de ce quartier : drogue, pauvreté, exclusion, mafias diverses, ghettoïsation des communautés (Antillais, Chinois, Juifs tunisiens, Maghrébins, Turcs...). Jonquet n'y pratique pas la langue de bois, il nomme un chat un chat. Ça fait parfois froid dans le dos. On se surprend même à redouter que ça fasse le jeu de Le Pen. Il est vrai qu'il est dans les choux, celui-là, et on ne s'en plaindra pas. Mais c'est le contraire qui est vrai. C'est à force de laisser les quartiers pourrir qu'on nourrit l'extrême droite raciste. En tout cas, il est bien mort, le Belleville de mes grands-parents qui s'y étaient installés dans les années vingt et que j'ai connu encore dans les années 50. C'était le Lower East Side de Paris, un morceau de *shetl* transplanté dans la patrie des Droits de l'Homme, celle de Voltaire et de Victor Hugo. (Victor Hugo, d'ailleurs, si vous voulez mon avis, il faut le lire en yiddish. c'est plus, c'est... Enfin c'est autre chose, je vous assure, bref). C'était quelques décennies avant que la police française ne fasse là

des coupes sombres, direction Drancy et Auschwitz (voir les récentes plaques apposées aux écoles des rues Ramponneau et de Tourtille). Ce Belleville-là n'existe plus que sur les photos, combien nostalgiques, du grand Willy Ronis qui l'a arpenté en long et en large du temps de ses jambes vaillantes et que j'allais à l'école Levert. C'était un quartier populaire, au sens ancien du terme : composé d'ouvriers et d'artisans, français et immigrés (Juifs polonais, Grecs, Arméniens). Le Parti communiste était puissant, à l'époque. Aujourd'hui, il n'y a plus d'ouvriers. On n'y parle plus le yiddish. Il y règne une jeunesse désœuvrée que Jonquet appelle « la bande à Niquetta-mère » (selon l'un des jurons favoris de ces jeunes). Ce délabrement social favorise la prolifération des sectes en tous genres, Lubavitch et islamistes même combat, qui pratiquent la ghettoïsation accélérée, la dépolitisation ravageuse. C'est

encore un exemple de l'américanisation de nos sociétés européennes. La croissance revient et le chômage tend à baisser, mais l'exclusion en fait s'accroît, rejetant sur de sombres rivages une jeunesse déboussolée...

Pour éclairer nos lanternes, nous avons demandé leur avis à deux de nos amis. Des avis autorisés, il va sans dire. Mais autorisés à des titres différents. L'un, Michel Wieviorka, directeur d'études à l'EHESS, par ailleurs directeur du *Monde des Débats*, est un

éminent sociologue. En tant que tel, il a à maintes reprises étudié le racisme, la violence, l'incivilité, le multiculturalisme... Ses observations et ses réflexions ont fait l'objet de très nombreux ouvrages. L'autre, Alain Seksig, est essentiellement un homme de terrain. Il fut longtemps directeur d'école en ZEP, non loin de la Place des Fêtes. Il fut aux premières loges pour observer de visu les mécanismes concrets d'une certaine dégradation d'un quartier. Alain Seksig vient d'être appelé au cabinet de Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale. Nous leur avons donc demandé de réagir au saisissant récit de Thierry Jonquet, *Jours tranquilles à Belleville*, récemment paru aux éditions Méréal. Il se trouve que nos deux intervenants ont une appréciation radicalement différente. Ça tombe bien. Nous donnerons évidemment, d'une façon ou d'une autre, la parole à Thierry Jonquet dans le prochain *Diasporiques*. ■

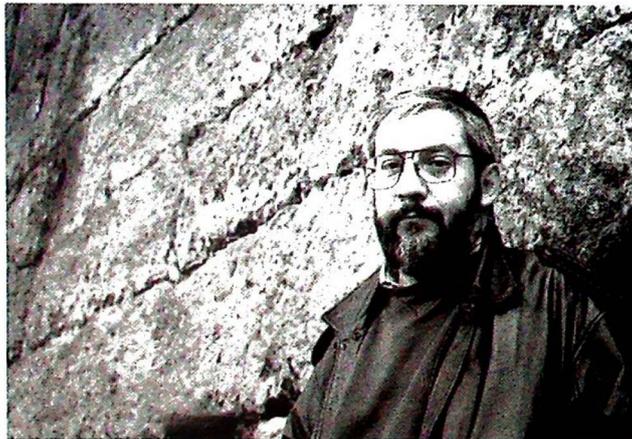


Photo Jacques Sassier, © Gallimard



En lisant Thierry Jonquet

Michel Wieviorka

La critique est souvent paresseuse, allant au plus facile plutôt qu'au plus novateur, au plus superficiel plutôt qu'au plus profond. C'est pourquoi je ne la suivrai qu'un instant, le temps de saluer, comme tout le monde, les qualités quasi ethnographiques de Thierry Jonquet. Oui, sa plume trace avec talent la vie de Belleville ; alerte et vive, elle dit, mieux peut-être que la littérature académique des sciences sociales, ce qu'il faut connaître et comprendre de ce quartier, qui combine ethnicisation et difficultés sociales en les condensant de manière exceptionnelle. Peut-être même ce récit pourrait-il apporter une occasion d'ouvrir un débat : l'œuvre littéraire, ou journalistique, le film, la photo ne vont-ils pas directement à l'essentiel, n'apportent-ils pas plus, ou mieux, que la description ethnologique ou l'analyse sociologique, qui courent toujours le risque d'être desséchantes ?

Qu'il s'agisse de la sous-culture affligeante des jeunes de la bande « Nique-ta-mère », des différents groupes ethniques, des clochards, ou bien encore des technocrates de l'urbain ou des militants syndicalistes, Thierry Jonquet, par touches successives, toujours bien enlevées, présente donc un tableau vivant, plutôt dur, de Belleville. Noircit-il ce tableau, comme on le lui a çà et là reproché, ne charge-t-il pas un peu trop lourdement la barque, comme si son quartier était un concentré de problèmes et de tensions qui, plus qu'ailleurs, sont au carrefour du social et du culturel ? En fait, ce qu'il dit de la CFDT permet au sociologue qui connaît assez bien cette organisation de voir où le bât blesse : non pas dans l'excès (ou le défaut), qui pourraient n'être que procédés rhétoriques, littéraires ou artistiques, somme toute acceptables. Mais dans l'affirmation, qui prend le ton de la vérité indiscutable, là où l'auteur connaît peu, ou mal. Dans le cas précis de la CFDT, en effet, et contrairement à ce qu'il affirme, on ne parle plus dans cette organisation, et depuis longtemps, en termes de « lutte des classes » et on en a fini avec les « rêves du Grand soir », mêmes « très sages », qu'il lui impute. Peut-être l'imprécision confinant à l'erreur se limite-t-elle à ce cas précis de la CFDT. Mais reconnaissons qu'elle suscite un léger doute sur l'ensemble – du moins si le récit a prétention à être dans le vrai.

Le meilleur du livre n'est pas à mes yeux ce qui a fait son succès, la description, entre sociologie et ethnologie, qui ferait de Jonquet un Zola, un Eugène Sue ou un Balzac du *xx^e* siècle finissant. Ce qu'il apporte de plus intéressant est selon moi ailleurs.

Il y a d'abord, mine de rien, en passant, des descriptions qui, plutôt que de flatter le goût éventuel du lecteur pour un exotisme dont on lui dit qu'il se trouve au cœur même de Paris, le mettent en demeure de tordre le cou à des préjugés solidement ancrés, y compris dans les sciences sociales. En voici quelques exemples. Quand Jonquet traite de la différence culturelle, celle des Asiatiques, des Maghrébins, des Africains, des « Blancs » – dont certains sont juifs – il souligne ce qui est le

plus connu, l'affirmation identitaire ; mais aussi, il indique que celle-ci n'interdit pas le « métissage potentiel » et donc ne signifie pas que les identités soient figées dans leur pure reproduction – le réel ne se réduit pas à l'opposition trop simple de deux modèles, celui du multiculturalisme, et celui de l'assimilation.

Sur un autre registre, il sait tenir à distance les images mythiques du passé, qu'elles fassent de Belleville un paradis ou un enfer perdu : il conjugue, dans le refus de stéréotypes, ce que ce quartier a incarné, tout à la fois, d'accueil et de fraternité, et de misère ou de déréliction. Il a le sens de l'ambivalence et de la complexité. Très sociologue, il met à mal l'idée fausse qui veut que l'abandon et la pauvreté puissent mener à la violence politique ou à l'explosion sociale : ils conduisent plutôt, on le voit, au pourrissement ou à la décomposition. Ailleurs, fin analyste des organisations, il nous indique comment les solutions des experts ou des autorités pour en finir avec les jeunes qui troublent le calme d'un square, ou qui fraudent dans le métro, aboutissent à des remèdes pires que le mal. Ou bien encore, en rupture avec les dénonciations superficielles de la mondialisation, il fait apparaître les liens inattendus qui associent la globalisation économique et l'ethnicisation du quartier, par exemple avec le dynamisme commercial des « Asiatiques », dont il ne peut pas croire qu'il repose fondamentalement sur le système des « tontines ». Disons-le d'un mot : Jonquet est peut-être, lorsqu'il est bien informé, meilleur sociologue qu'ethnologue, la façon dont il analyse certains processus est plus intéressante, en tout cas, que les descriptions hautes en couleur, mais sans surprise, qu'il propose çà et là.

Pourtant, c'est tout à fait autre chose qui mérite vraiment qu'on s'arrête sur ce livre. Thierry Jonquet, en effet, malgré un ton souvent détaché, très clinique, est le personnage important de l'ouvrage – bien plus que Belleville. C'est en tout cas lui qui m'intéresse. À certains moments, il est profondément populiste. Alors, il critique tout ce qui exerce une autorité, un leadership, une once de pouvoir, politique ou intellectuel, il dénonce les gens d'en haut, de façon facile et démagogique : les spéculateurs, bien sûr, mais aussi les architectes, les sociologues, les urbanistes et autres « technocrates », les responsables de la politique de la ville, les journalistes et autres « observateurs complaisants », les « spécialistes des rubriques sociologiques », les syndicalistes « lutteurs de classe », on l'a vu... tout le monde en prend pour son grade, et le poujadisme n'est pas loin. D'ailleurs, il en rajoute, parfois, comme s'il voulait se convaincre et nous convaincre de son abjection. Nez collé sur la vitre depuis son appartement, ou oreilles traînant au bistrot, il surveille, épie, se délecte de la vie des autres et va jusqu'à dénoncer aux flics un « dealer » qui a le malheur d'agir sous ses fenêtres. Et pourtant, à l'évidence, il déteste le racisme, n'a pas déserté ses idées gauchistes de jeunesse. Il parle avec amour de la Commune de Paris, et n'est pas devenu un salaud.



Il est typique de ces couches moyennes éduquées, qui n'ont pas chuté dans le chômage et l'exclusion, mais qui vivent dans un sentiment croissant d'abandon et de décadence, dans un environnement où l'on se sent étranger, et où la combinaison des effets de l'exclusion et de l'ethnisation des rapports sociaux exacerbe la peur, le sentiment d'insécurité et la conviction d'être devenu un étranger dans son environnement, sa ville, son quartier, son pays. Il ne bascule pas du côté du Front National, il ne devient pas répugnant, il constate que son fils, lui, n'est pas un étranger dans ce quartier, il oscille, entre la tentation populiste, elle-même éventuellement sublimée par une écriture où il trempe sa plume dans un vitriol qui fleurit l'anarchisme d'extrême droite, et une fidélité à lui-même, à son passé, à ses espoirs, à sa femme, juive – et à l'avenir de son fils qu'il n'imagine évidemment pas franchouillard ou cynique. Thierry Jonquet, le narrateur, est en définitive la figure centrale de ce livre, le héros d'un récit où, faute d'être acteur dans son quartier, de se sentir impliqué, inclus dans la vie de la Cité, il n'a plus qu'à se mettre dans la peau d'un observateur qui n'arrive pas à être vraiment désabusé, et sait bien qu'il ne rejoindra jamais le camp des racistes et des nationalistes, dont il comprend parfaitement la logique, pour s'en être approché de très près. ■



Photo Irène Elster

Belleville, Belleville...

Alain Saksig

Un jour, il y a ce constat, simple et inquiétant : en prenant le métro à Belleville avec son fils, Thierry Jonquet n'est pas rassuré et ne lui lâche pas la main. C'est qu'« une violence poisseuse » s'est installée dans cette station. « Peu spectaculaire mais obsédante, banalisée au fil des ans, elle fait réellement peur ».

L'auteur de ces lignes ne pensait pas devoir un jour éprouver ce sentiment dans ce vieux quartier populaire de Paris, si souvent décrit comme un modèle de cohabitation multiculturelle et qu'il habite depuis le début des années quatre-vingt.

Même si certains chapitres y trouveraient aisément leur place, *Jours tranquilles à Belleville* n'est pas le dernier polar de Thierry Jonquet, l'un de nos plus talentueux et prolifiques auteurs de romans policiers. Il est le journal de bord d'un habitant du nord-est parisien de cette fin de siècle, une manière de « choses vues » à Belleville.

L'amertume, la honte, la colère qu'exprime ici l'auteur à la fréquentation quotidienne de la dégradation des relations sociales comme des murs mêmes des cités d'habitation et de leur environnement sont le fruit d'observations anciennes et précises, parfois même de véritables enquêtes. Ainsi, quand Thierry Jonquet révèle que les responsables d'une librairie islamiste se livraient au trafic de drogue à grande échelle dans

le temps même où ils diffusaient leur prose obscurantiste ; ou encore lorsque, au terme de trois jours d'attention minutieuse et d'un appel téléphonique au commissariat du quartier, il réussit à faire arrêter un dealer qui agissait impunément, en plein jour, sous ses fenêtres.

Pour légitime que fut cette intervention citoyenne auprès de fonctionnaires de police, elle tirailla alors quelque peu la conscience du « militant antiraciste encarté » tel que se définit lui-même Thierry Jonquet. C'est que le dealer en question – « inutile de tourner autour du pot » avait dit le policier – était arabe. Quelques jours après, l'humaine réserve de Thierry Jonquet devant la dénonciation devenait dans le regard ou les propos de certains de ses amis une gêne franche, confinante à la réprobation « politique » devant ce qui ne pouvait leur apparaître que comme une injustifiable délation.

« Mais que devais-je faire ? » plaide le citoyen Jonquet, « Aller affronter seul le dealer et ses complices ? Convaincre quelques voisins de lever une milice ? Je me méfie de la "justice populaire" et préfère "inviter" la police à faire son travail quand il y a urgence ».

Au reste, on peut se poser la question de savoir si le fait de considérer d'abord l'origine géographico-culturelle d'un délinquant avant de porter un jugement sur ses actes et en tirer les conséquences au plan de la sécurité des biens et des



personnes ne relève pas d'un comportement néo-raciste qui s'ignore. Après tout la vulgate raciste « classique » se focalise également sur l'origine étrangère de nombre de délinquants et se complait à en faire l'explication même de leurs délits.

La petite « *pègre en gestation* » n'est certes pas seule responsable de l'actuelle situation précise, s'il en était besoin, Thierry Jonquet. Il s'en faut de beaucoup : celle-ci est avant tout le fait d'un chômage persistant, de cités à l'abandon et de discrédit du politique. Toutefois, « *il est illusoire, voire criminel, de se voiler la face au nom d'un angélisme antiraciste et de laisser pourrir la situation* », avertit encore Thierry Jonquet. Avec lui, la condescendance, racisme des plus sournois, n'est pas de mise.

On peut toujours trouver des explications à tout comportement ; vient un moment où il faut juger. La violence, de plus en plus violente et gratuite, l'intimidation, l'insulte, le crachat, la saleté, le rejet raciste d'où qu'il vienne, ne peuvent tenir lieu d'idéal de vie pour qui que ce soit, pas même pour ceux que Thierry Jonquet nomme « *la bande à nique-ta-mère* ».

Fidèle à ses engagements, en père et citoyen responsable (« *Le père de famille, aventurier du monde moderne* » disait Péguy), légitimement inquiet de l'état de la Cité et du monde que nous allons léguer à nos enfants, Thierry Jonquet lance un cri d'alarme aux accents parfois désespérés, jamais complaisants, souvent courageux – et dans un style limpide, éclatant, ciselé : « *Ressaisissons-nous ; ne laissons pas la violence, la bêtise, la veulerie, la médiocrité nous envahir, qu'elles soient le fait de puissants (ou que l'on tient pour tels) ou de faibles (ou qui se présentent comme tels)* ».

D'autres photographies d'un Belleville en mouvement témoignent de l'attachement affectueux que l'écrivain – et avec lui nombre de Bellevillois – continuent néanmoins d'éprouver pour ce quartier et son histoire. Une photographie véritable tient d'ailleurs une place particulière dans ce récit : celle, rituelle, des dix-neuf élèves de la classe fréquentée par le fils de Thierry Jonquet. Judicieusement, le livre s'ouvre et se clôt sur son évocation. Encadrant l'ensemble des autres portraits vivement brossés (ah ! celui, gentiment moqueur, des cadres décalés de la CFDT, dont le siège fait l'angle de la rue de Belleville et du boulevard de la Villette...), cette photo de classe illustre de manière emblématique tout à la fois la promesse et la crainte de nouveaux « jours tranquilles à Belleville », selon l'interprétation malgré tout optimiste ou, tout compte fait, ironiquement pessimiste qu'on en saura donner à l'avenir.

De l'école, parlons-en. Il se trouve, justement, que c'est dans ce même groupe scolaire que j'ai débuté ma carrière d'instituteur, voici vingt-sept ans. Je n'ai pas quitté le quartier depuis, me contentant d'aller et venir du 19^e au 20^e arrondissement en passant d'un trottoir à l'autre de la rue de Belleville. Le bas-Belleville, alors, était en plein chantier : on y rasait les petits immeubles déclarés insalubres, on en chassait les habitants, souvent relogés en grande banlieue ; les uns après les autres, les petits commerces fermaient. Tahar Ben Jelloun écrivait « *Mais le rêve habite la pierre et les murs de Belleville... pendant qu'on démolit la pierre et le temps* ».

En classe, nous prenions, parfois, le temps de parler du quartier et de son évolution, de la situation personnelle de chacun. Que souhaitaient alors les parents pour leurs enfants ? Tout naturellement qu'ils réussissent le mieux possible à l'école, qu'ils se montrent respectueux envers l'école et leurs enseignants, qu'en retour ceux-ci manifestent une juste et digne considération à leur endroit. Les parents d'origine étrangère, nombreux en cette vénérable terre d'immigration, demandaient-ils à l'école de prendre en compte leur « culture d'origine » pour « favoriser l'intégration » de leurs enfants ? La question ne se posait pas et, en l'absence des confusions semées plus tard sous le règne du « droit à la différence », les enfants se repéraient très aisément entre la langue de la maison et celle de l'école. Cela n'empêchait pas de travailler parfois dans nos écoles à la connaissance des villages, villes ou pays d'origine de nos élèves ou de leurs parents.

Nous ne faisons plus, depuis longtemps déjà, ânonner à nos élèves : « *nos ancêtres les Gaulois* », ceux-là même pourtant, en qui le jeune Edgar Morin, fils d'émigré juif de Salonique, aimait à s'identifier en homme libre¹.

De la religion, à l'école, nous parlions peu. Tout juste, à l'occasion de fêtes particulières, évoquions-nous, sans trop nous y attarder, leur signification. Les enfants juifs s'absentaient le jour de Kippour, les enfants musulmans, le premier et, parfois, le dernier jour du Ramadan. On n'en faisait pas tout un plat. Toussaint, Pentecôte étaient jours fériés pour tout le monde. Et c'était bien ainsi. Il ne venait à l'esprit de personne de réclamer, au nom de « l'intégration » et de « l'antiracisme », l'institution de journées nationales de congé pour tous à l'occasion de fêtes religieuses juives, musulmanes ou bouddhistes. Curieusement, certains cercles le demandent aujourd'hui. Cela ne venait surtout pas à l'esprit des familles juives ou musulmanes (les bouddhistes viendront plus tard à Belleville) qui connaissaient l'histoire de France et reconnaissaient naturellement, en son sein, l'influence dominante du christianisme. La loi de 1905 avait consacré l'égalité considération de la République vis-à-vis des religions. Cela suffisait.

De notre côté, enseignants, nous faisons tranquillement vivre les principes laïques : idéal d'un monde commun à tous, par-delà la diversité des options spirituelles, la laïcité entend unir les hommes par ce qui les élève. Aujourd'hui, sur ce point aussi, la confusion a gagné les esprits et l'on assiste en plus d'un endroit à une surenchère de revendications au nom de la

¹ « *Fils d'immigré, c'est à l'école et à travers l'histoire de France que s'est effectué en moi un processus d'identification mentale. Je me suis identifié à la personne France, j'ai souffert de ses souffrances historiques, j'ai joui de ses victoires, j'ai adoré ses héros, j'ai assimilé cette substance qui me permettait d'être en elle, à elle, parce qu'elle intégrait à soi non seulement ce qui est divers et étranger, mais ce qui est universel. Dans ce sens, le "nos ancêtres les Gaulois" que l'on a fait ânonner aux petits Africains ne doit pas être vu seulement dans sa stupidité. Ces Gaulois mythiques sont des hommes libres qui résistent à l'invasion romaine, mais qui acceptent la culturisation dans un Empire devenu universaliste après l'édit de Caracalla. Dans la francisation, les enfants reçoivent de bons ancêtres, qui leur parlent de liberté et d'intégration, c'est-à-dire de leur devenir de citoyens français* ». Edgar Morin. *Le Monde* du 05/07/1991 : « La francisation à l'épreuve. Pour continuer d'intégrer, il faut préserver France républicaine et l'universalité ».



« liberté religieuse » et de la « lutte contre l'intolérance » : ici, constitution de réfectoires séparés pour élèves ne mangeant pas de porc, là, autorisation permanente d'absence le samedi matin, là encore, ouverture d'une salle de prière... Du côté des enseignants, certains n'hésitent pas non plus à sortir de la juste réserve qu'ils se doivent d'observer dans l'espace laïque de la classe et de l'école : un enseignant porte kippa dans une école publique ; du côté de l'administration on est gêné mais on finit par accepter qu'il porte une casquette, plus neutre.

À force de confondre espace public et espace privé, autorité et autoritarisme, à vouloir que s'expriment les identités individuelles à l'école – ou celles qui se présentent ou que nous prenons comme telles – on a fini par oublier de penser l'identité de l'école, son sens, ses finalités et au bout du compte, par les éroder, quand il faudrait en permanence les refonder et les expliciter. L'école n'a d'ailleurs pas tant vocation à permettre l'expression (encore moins l'exhibition) des identités (forcément multiples) des élèves qu'à contribuer à leur

construction. De plus, l'identité d'un individu ne saurait se résumer à sa seule origine et l'école prêter le flanc au reproche d'assignation à résidence culturelle de ses élèves. Ce qui vaut pour l'école vaut également pour la Cité et, partant, pour notre cher et vieux quartier de Belleville. C'est à retrouver l'idéal et l'usage partagés d'un monde commun, que nous devons œuvrer. À Belleville plus qu'ailleurs où une humble fierté semblait collectivement et de longtemps nous animer. Si elle n'a pas totalement disparu et se redécouvre parfois au détour d'une place, au cœur d'un marché coloré, dans ou devant une école, cette humble fierté résiste mal aujourd'hui aux assauts répétés d'une arrogance creuse et d'une violence vaine.



Photo Irène Elster

À Belleville, des signes sont depuis longtemps perceptibles qui indiquent une montée de la pression communautariste et de regroupements, souvent agressifs, sur une base ethno-religieuse, y compris chez les plus jeunes. Ainsi, dans l'école que j'ai dirigée six années durant, j'ai vu augmenter sensiblement les demandes d'absence pour cause de jeûne du ramadan, même pour de très jeunes élèves, jusqu'au jour où nous avons fixé des règles claires, à présent admises par tous, notamment les parents d'élèves concernés : nul ne peut être contraint d'observer ou de ne pas observer les règles de la religion transmise par ses parents. Au-dessus, l'obligation scolaire s'impose à tous. Les parents doivent veiller à ne pas ajouter à la fatigabilité des enfants, déjà réelle en temps ordinaire de scolarité. S'il n'est évidemment pas interdit de parler des fêtes religieuses avec ses camarades, nul ne doit se vanter de ce qu'il fait en la matière, ni contraindre de camarades à pratiquer de même.

Ces quelques règles, élaborées à l'expérience, sont aujourd'hui bien admises et bien comprises, dans et autour de cette école. La volonté naturelle de se regrouper entre « mêmes » ne saurait s'imposer dans le rejet des autres « semblables ».

Si elles n'ont pas encore pris toute la place, si le cours des choses, à Belleville, ne se réduit pas, tant s'en faut, à l'instant morose et insécurisant, ce sont là toutefois caractéristiques bien présentes et inquiétantes pour qui vit depuis longtemps à Belleville, l'accompagne, l'observe et essaie aussi de contribuer à sa vie, par définition en élaboration permanente.

Certes, « la dégradation est très lente » prévient Thierry Jonquet : « *Les riverains, mithridatisés par les coups portés à leur environnement immédiat, s'y accoutument imperceptiblement. Un tag par-ci, un clodo calfeutré dans une encoignure de porte par-là, un panneau de signalisation renversé, une mobylette à demi démontée et abandonnée dans une flaque d'huile un peu plus loin, une seringue dans un caniveau ; et le tour est joué. Infesté à la toxine de la misère à dose homéopathique, l'Homo bellevillais oublie peu à peu à quoi ressemble une ville digne de ce nom.* »

Et l'amnésie ne saurait que s'enkyster et s'aggraver à la faveur de l'irrésolution des problèmes économiques et sociaux que nous connaissons, avec l'accroissement d'inégalités de toutes sortes grandies à l'ombre, bienveillance involontaire mais coupable, d'un certain angélisme multiculturaliste. ■



Quelques lignes sur quelques phrases : à propos de Renaud Camus

Une polémique a éclaté dans l'opinion publique après la publication du *Journal littéraire de Renaud Camus*, où l'auteur avait eu des paroles déplaisantes sur « l'envahissement » de France-Culture par les Juifs. Serge Koster qui, entre autres, est un abonné de *Diasporiques*, a été nommé mis en cause dans ce livre. Nous lui avons demandé une réaction.

Qui publie – s'expose et assume. Cette leçon, je la dois à Paul Léautaud, que j'ai élu mon antisémite d'honneur. Il aurait souri, j'en suis certain, et se serait tenu pour responsable de chaque ligne de son *Journal littéraire*. La désinvolture ni la dénégation n'étaient son genre, mais l'humour et l'honnêteté intellectuelle.

Ces remarques me viennent à la lecture d'un livre mort-publié de Renaud Camus, *La Campagne de France*, sous-titré « Journal 1994 ». En 1994, je faisais partie des « collaborateurs juifs » de France-Culture. A la page 414 de son journal, Renaud Camus évoque une émission de « Panorama » où nous rendions compte d'un de ses ouvrages : « aberrant », ainsi l'aurais-je qualifié au cours de ce qu'il appelle « une virulente attaque ». La virulence ne lui fait pas défaut pour s'en plaindre à deux reprises à la page suivante. Je ne donne cette anecdote que pour sa valeur de symptôme : il ne fait pas bon critiquer notre auteur. Quant à moi, j'accepte volontiers qu'on critique le critique.

Mais critiquer un trait identitaire ? Renaud Camus s'y entend. Qu'il ne feigne pas de s'étonner du retour de bâton. Et tant pis pour son éditeur qui n'a pas lu. Voici quelques notes, concernant deux passages de cette très nationale, nationaliste, patriotique *Campagne de France*.

Pages 48-50. L'auteur s'insurge : trop de « collaborateurs juifs » au *Panorama* de France-Culture, trop d'émissions consacrées à « la culture juive », à « la pensée juive ». Je ne vais pas rétorquer ici que ma culture et ma pensée doivent à peu près tout à l'héritage, venu d'Athènes et de Rome, qui fonde l'essentiel de mes pratiques pédagogiques, culturelles et littéraires. Je note seulement les soubresauts qui agitent les énoncés de Renaud Camus, quelque peu averti de ses propres énormités : le voici qui s'avise de substituer les mots « breton » ou « corse » au mot « juif », puis qui multiplie les parenthèses rectificatrices, vaguement conscient que l'Histoire invalide les équivalences ainsi risquées. Jeu ou gêne ? Voyons, continue-t-il, que se passerait-il si notre *Panorama* était peuplé d'homosexuels ? Ou d'Auvergnats ? Mais non, l'auteur ne l'ignore pas : « la différence est que les Auvergnats, eux, n'ont pas fait l'objet d'une tentative de génocide (...) » Alors, quoi ? On joue avec le refoulé, on accuse peu ou prou Auschwitz d'interdire la moindre attaque contre ce groupe qui a décidément la nuque raide, on recule d'une phrase, on avance de deux autres, et on finit par assener le lénifiant message haineux, car il faut bien se démasquer, difficile de se retenir plus longtemps : « Il n'est pas bon qu'un groupe ou un autre soit éternellement soustrait, serait-ce par les horreurs non pareilles qu'il a subies, à toute critique, fussent-elles à la fois insignifiantes et légitimes ». Légitime, la critique de l'origine, de l'identité en tant que telles ? Allons, monsieur le censeur, encore un effort...

Page 408. Un effort ? Pas trop difficile. Il y a eu délit, crime, abus, franchissement d'un seuil, affront à la parité, lèse-quota, que sais-je ! Ce fut d'un *Panorama* dirigé par Michel Bydlowski (que nous aimions tant, qualités humaines et professionnelles indissociables). Aucun « non-juif » ne participait à cette émission lors dont le thème était, en direct de Marseille, l'immigration, l'intégration ? Insupportable. Circonstance aggravante : le forfait a lieu dans « une discussion préparée, annoncée, officielle » (les italiques sont de Renaud Camus). Où cela ? « Dans notre pays, sur une radio de service public ». On n'a pas compris ? Encore une louche : « Mais ils ne devraient pas s'exprimer seuls, ou presque seuls, sur une chaîne généraliste qui n'est la propriété de personne, sinon de la République ». Autrement dit : les Juifs attentent à la République, ils colonisent les médias, ils sont partout (!).

Tout cela entrecoupé de précautions oratoires sur les déplorables horreurs nazies et « les contributions spirituelles, intellectuelles et artistiques » apportées à l'humanité, par qui ? par « la race juive » ! Oui, on a bien lu. Au moment où le même auteur d'un autre ouvrage, *Répertoire des délicatesses du français contemporain*, croit se dédouaner, son style (« le style, qui n'est qu'une manière de penser », écrit Flaubert dans sa correspondance) le trahit : il a oublié, lui, l'expert de notre langue (notre langue, notre seule patrie), il a oublié que non seulement le génocide, l'extermination, mais les savants, les plus hautes autorités scientifiques ont bouté le mot « race » de ses acceptions pseudo-anthropologiques : la pigmentation de la peau ne produit pas ce concept, les études d'hématologie le rendent inopérant, inadéquat, caduc. (Mais j'avoue qu'il devient pénible de devoir rentrer dans ce débat, qu'on croyait clos pour cause d'imposture intellectuelle et de monstruosité morale.)

Un dernier point. Durant le week-end pascal, la chaîne de télévision LCI a diffusé une discussion entre Alain Finkielkraut, qui condamnait sans réserve les phrases antisémites de celui qui, huit jours plus tôt, sur les ondes de France-Culture, avait été son invité à propos du *Répertoire*, et Renaud Camus qui, en duplex de Toulouse, d'une tribune ni plus ni moins officielle que France-Culture, tâchait de se justifier, maintenant l'affirmation selon laquelle, en parlant des Juifs, on s'expose « à une arme absolue de langage, dont nul ne peut échapper – antisémitisme » (italiques toujours de l'auteur). On connaît l'adage non pas juif mais latin : « *Errare...* » Mais les bras vous en tombent d'entendre un philosophe, Alain Finkielkraut, se scandaliser du « lynchage » dont Renaud Camus serait victime. Que l'on sache, le lynchage est un procédé de justice sommaire, suivie d'exécution immédiate, qui laisse l'accusé sans voix et sans droit. Je me demande si cet abus de langage ne signale pas une contagion involontaire. Page 407 de *La Campagne de France* : « Si je disais ce que je pense vraiment, dans n'importe quelle société d'aujourd'hui je serais aussitôt lynché. » Du bon usage du rôle de victime. ■

Serge Koster



Du silence des Juifs après la Shoah

Dorothée Rousset

Récemment, à l'occasion des travaux de la Commission Matteoli, j'ai pu lire des articles qui prétendaient expliquer le silence des Juifs survivants après la Libération par une culpabilité d'avoir survécu : pourquoi suis-je là, moi, et pas les autres ?

Étonnement, puis colère : étonnement, parce que, si la persécution a pu produire des troubles psychiques dans certains cas particuliers, la Libération fut pour mes parents, pour moi-même à douze ans, pour ma cousine, fille de déportés, une explosion de joie ; « nous sommes vivants ! », criais-je en me roulant sur la chaussée. Finis l'angoisse de mort, le poids de cauchemar qui nous écrasait. Nul atome de culpabilité. Certes, en 1944 on espérait encore un retour des déportés ; en 1945, la découverte de la réalité de la Shoah assomme... et rend muet.

Pourquoi ce silence ? Pourquoi des années, par exemple, avant le livre mémorial de Serge Klarsfeld ?

Ceux qui croient expliquer le silence par un sentiment de culpabilité sont inconscients de l'état des Juifs survivants. Je ne parle même pas des quelques rescapés des camps, qui passent d'abord trois ans en sana. Même ceux qui ont échappé à la déportation sont épuisés mentalement et physiquement, souvent malades et misérables. Épuisés mentalement, parce qu'il faut « faire son

deuil » d'un père, d'une mère, d'un mari, d'un fils ou d'une fille, d'un frère, d'une sœur, et souvent de tous à la fois. Le deuil pleure ou se tait. Épuisés physiquement : beaucoup sont malades, parce que les restrictions furent pires pour eux, réduits souvent à la misère par la privation de tout emploi. Pour les survivants, il y a un devoir urgent : survivre, se nourrir, faire procès à la Ville de Paris pour récupérer l'appartement loué, vide de ses meubles, acheter des chaises pour ne pas manger assis sur des caisses en bois blanc ; telle est la réalité du quotidien des adultes rescapés, qui doivent tout recommencer à cinquante ans. Quant aux enfants, ils parleront plus tard, il faut attendre qu'ils grandissent (Serge Klarsfeld était un petit enfant quand son père fut déporté).

Les survivants se taisent parce qu'ils n'en peuvent plus ; et surtout, surtout, ils se taisent, parce que le silence leur est imposé : les non-Juifs se plaignent très haut d'avoir mal mangé, d'avoir été bombardés : ils ne pensent pas être indécents devant les Juifs qui ont subi cela et cent fois pire. Mais qui parle des Juifs, après la guerre ? En 1946, Sartre publie ses *Réflexions sur la question juive* (livre auquel on a reproché beaucoup de choses, mais qui est toujours actuel, puisque l'on voit ressortir en l'an 2000 le thème maurrassien que Sartre démontait il y a plus de cinquante ans : un Juif qui n'a pas quinze siècles d'expérience française derrière lui ne peut pas comprendre Racine...) ; mais a-

t-on remarqué que le livre a été publié chez un éditeur inconnu, Paul Mérihien ? Pourtant, Sartre n'était pas alors un inconnu : c'est Gallimard qui édite en 1943 *L'être et le néant* ; la « question juive » ne l'intéressait donc pas ?

Même certains parents juifs imposent le silence à leurs enfants : « tu étais trop jeune pour comprendre, tu n'as pas souffert » ; phénomène de dénégation, digne d'une psychanalyse.

Mais si l'on essayait quand même de parler ? On vous faisait taire, et j'en témoigne : en 1951, j'étais dans une grande khâgne parisienne, « haut lieu de l'esprit » paraît-il. L'exposé d'une élève fut l'occasion d'un récita des insultes antisémites les plus choisies, soi-disant à titre de document, en fait intentionnellement. À ma connaissance, il y avait quatre jeunes filles juives dans la classe : l'une ouvrit la bouche avant les autres pour protester ; le professeur d'histoire la fit taire d'un « chut, chut » impératif ; nous devions toujours recevoir l'ordure dans le silence.

Prétendre que les survivants se sentaient coupables de vivre encore, n'est-ce pas vouloir refuser sa propre culpabilité en la projetant sur les Juifs ? Nous avons l'habitude... Et si l'on n'ose plus guère maintenant dire tout haut que les Juifs sont coupables, il faut encore au moins qu'ils se *sentent* coupables. C'est toujours la même chanson. ■

Dans notre numéro 12 (décembre 1999), Sophie Ernst a publié l'article « Travail de mémoire, devoir de vérité – quels défis pour l'école ? », article qui a été vigoureusement critiqué dans le numéro suivant par Annette Wieviorka, dans son papier intitulé « Un enseignement difficile ? ». Sophie Ernst a estimé que ce papier était injuste et inexact, et a demandé un droit de réponse que la rédaction lui a automatiquement accordé, *Diasporiques* étant un journal de libres débats. Malheureusement, nous n'avons pas encore reçu ce document et en reportons par conséquent la publication au prochain numéro.



Les Livres

Automne à Berlin, Joseph Roth. Préface de Patrick Modiano. Traduction de l'allemand par Nicole Casanova. Paris, *Quinzaine littéraire* -Louis Vuitton, 2000 (Collection « Voyager avec »). 150 F

Cet ouvrage de Joseph Roth paraît dans une nouvelle collection, agréablement présenté sous une couverture rose et bleue, imprimé sur du papier de qualité, avec des photographies également de qualité. Voilà qui nous change de certaines collections de poche et assure une qualité certaine à ces textes de Roth...

On sait que Joseph Roth est né en 1894 Galicie (Autriche), qu'il vécut longtemps en Allemagne et qu'il mourut à Paris en 1939, tué par l'alcool. De retour de la première guerre mondiale, où il avait été combattant volontaire, il devint journaliste, publia son beau roman *La marche de Radetsky* et en 1933 quitta définitivement l'Allemagne. Une belle préface de Patrick Modiano ouvre l'ouvrage qui s'achève sur une interview de Germaine Alazard, patronne du café Le Tourmon fréquenté par Roth, réalisée en 1996.

La plus grande qualité de cet ouvrage à mes yeux est de nous offrir, comme l'annonce la bandeau de présentation « *Joseph Roth, Inédit...* » (et pourquoi pas la page de titre ?) un inédit assez extraordinaire de douze pages daté de 1937 et conservé au Leo Baeck Institute de New York. Ces pages sur lesquelles je reviendrai sont précédées d'extraits de chroniques données par Joseph Roth à divers journaux de 1920 à 1932, essentiellement au *Neue Berliner Zeitung* (1920-1921), au *Berliner Börsen Courier* (1921-1923) et au *Frankfurter Zeitung* (1924-1932). Donc des journaux allemands et non autrichiens, et c'est à Berlin que Roth se mit à boire comme nous le rappelle la traductrice. Les chroniques présentées ici, non pas inédites à proprement parler mais traduites pour la première fois en français, ne sont pas sans intérêt : on y retrouve l'humour de leur auteur, sa tendresse pour les humbles, son désespoir devant la société misérable de cette période mais, comme c'est bien souvent le cas pour des articles de journaux, ils perdent une partie de leur intérêt pour nous qui les lisons 70 ou 80 ans plus tard. Pour ma part ma préférence porte sur *Juifs en errance* publié à Berlin en 1927 (traduction parue au Seuil en 1986), où on lit par exemple « Aucun Juif de l'Est ne va volontairement à Berlin. Qui, dans le monde entier, va volontairement à Berlin ? ».

En réalité, contrairement à ce que laisse prévoir le titre « *Automne à Berlin* », seulement quelques-unes de ces chroniques concernent Berlin : on y trouve la mention d'autres voyages.

Suit ce merveilleux texte inachevé de 1937 intitulé (par lui ?) « Émigration ». J'hésite à citer les phrases les plus frappantes car il faudrait citer les 12 pages intégralement. « C'est peut-être un plus grand bonheur d'être un écrivain allemand de sang juif, de connaître la misère physique mais aussi la liberté



Photo Irène Elster

corporelle de l'exil, que d'être resté dans un pays où la langue est paralysée, l'oreille assourdie, l'œil aveuglé... ». Ou encore : « Il serait injuste de ne pas avouer que parmi de nombreux émigrants allemands qui ont quitté l'Allemagne pour de prétendus motifs racistes beaucoup n'auraient en aucun cas émigré pour des raisons politiques mais auraient au contraire approuvé la conception politique du régime hitlérien ».

On s'interrogera sur ce qu'il écrit du christianisme : « Il est manifeste à tout regard clairvoyant que l'antisémitisme était un prétexte et qu'il s'agit en réalité d'un antichristianisme. », « Pour la première fois peut-être dans l'histoire européenne les Juifs ont risqué leur peau pour le christianisme ». Francine de Martinoir écrit à ce sujet dans *La Croix* que ces pages « sont particulièrement intéressantes » puisqu'« il est difficile de dire à quelle date Joseph Roth se convertit au catholicisme ». Ces pages de 1937 sont en tout cas terrifiantes et nous ne saurons jamais ce qu'en aurait été la version définitive si Roth avait survécu à la Shoah. ■

Françoise Weil

Paroles de la Shoah, Joshua Green et Shiva Kumar. Paris, Flammarion, 2000, 286 pages, 135 F

Après la projection à la télévision américaine du feuilleton *Holocaust*, un petit groupe de rescapés habitant à Newhaven aux États-Unis, n'y reconnaissant pas leur histoire, décidèrent de mettre sur pied un « Projet cinématographique sur les survivants de l'Holocauste ». Ils furent aidés par le *Farband*, une association amicale de la ville regroupant des survivants de la Shoah. En 1982, l'Université américaine Yale offrit son assistance ; les archives vidéo des témoignages sur le génocide s'ouvrirent. À ce jour, on dénombre quelque quatre mille témoignages totalisant près de dix mille heures d'interviews recueillis aux quatre coins du monde, aux États-Unis, bien sûr, mais aussi en Grèce, Bolivie, Slovaquie, Belgique, Allemagne, Serbie, Ukraine... La centaine d'entretiens réalisés en France par l'association *Témoignages pour mémoire* sont déposés aux Archives nationales, où chacun peut les consulter.

Les éditions Flammarion présentent aujourd'hui, sous la forme d'un livre, des extraits des enregistrements des survivants, un récit à plusieurs voix, organisé chronologiquement. Il rapporte ce que fut la Shoah, et aussi, pour les survivants, ses lendemains. Paroles bouleversantes, à lire et à méditer. ■

A.W.



L'Identité, Yves Plasseraud, Clefs Politique éditeur, Paris, 2000, 160 p. 70 F

L'identité est un problème permanent pour les minoritaires, et une question récurrente pour les majoritaires. Elle n'est ni une, ni immuable... Le petit (par le volume) livre d'Yves Plasseraud est un ouvrage d'actualité qui, tout en rappelant les sources historiques des identités nationales, en France et ailleurs, expose l'état des lieux au moment où nous sommes, dans notre pays et dans le monde d'aujourd'hui. Et aussi la dynamique qui en régit l'évolution dans l'avenir prévisible, et les conclusions qu'on peut en tirer. Le livre débute par quelques définitions des notions maniées dans l'ouvrage ; un lecteur diasporique, juif ou tzigane par exemple, sera peut-être en désaccord avec sa définition du « peuple », qui pour l'auteur est *l'ethnie perçue de l'intérieur et en référence à un territoire donné*. Sur d'autres points, le livre éclaire bien des choses. L'identité et le particularisme ne sont pas des notions innocentes, elles peuvent mener au nationalisme conflictuel, à l'enfermement communautaire et à la discrimination. L'auteur traite ainsi du

« nationalisme, en tant que mal identitaire ». S'agissant des minorités, Yves Plasseraud dénonce la présence dans certaines de celles-ci de groupes vociférants, notamment à tendance autonomiste, qui imposent leur image à l'ensemble de leur communauté. Il perçoit par ailleurs le surgissement de nouvelles identités, comme celle des banlieues (« quartiers de relégation », comme dit l'auteur), identités négatives, identités de « décivilisation », formées dans le moule de l'exclusion. Et, simultanément, il décrit un racisme de la majorité qui s'exprime non plus par exclusion, mais par l'inclusion justement, qui exige des minorités d'abandonner leur spécificité pour se fondre dans la masse majoritaire, qui leur tend les bras... pour les étouffer. L'auteur propose une « solidarité dans la différence », et rappelle qu'en matière d'identité, comme en bien des choses, *un peu est utile, beaucoup risque de devenir dangereux*. Yves Plasseraud, qui consacre son temps à défendre les droits des minorités, craint les excès et un « fanatisme identitaire » des « fous de l'identité », prêts à réduire chaque individu à sa seule identité « ethnique ». Il imagine que le juste équilibre est possible, notamment par l'action de la communauté internationale. ■

J.B.

Un nommé Schulz Ugo Riccarelli. Roman traduit de l'italien pour Denoël et D'ailleurs par Josette Monfort, avril 2000.

L'écrivain italien Ugo Riccarelli est né en 1954, soit vingt ans après la publication, en 1934, du livre de l'écrivain polonais Bruno Schulz, *Les boutiques de cannelle*.

Né en 1893 à Drohobycz, alors en Galicie autrichienne, l'auteur des *Boutiques de cannelle* ne quitta guère sa ville natale. La plus grande partie de son existence, sinon l'essentielle (à en croire le roman de Ugo Riccarelli) s'y est déroulée. Bruno Schulz n'y vécut ni de sa plume ni de ses dessins, mais fort médiocrement de son poste de professeur de dessin au Lycée Impérial. Il fut assassiné en 1942, dans le ghetto de Drohobycz, par un membre de la Gestapo.

Ugo Riccarelli, fasciné par la lecture de Schulz (comme l'avait été avant lui Jerzy Ficowski, lequel n'eut de cesse de retrouver ce qui restait de la correspondance¹ de l'auteur du *Traité des mannequins*), a écrit une autobiographie apocryphe de l'écrivain polonais, *Un nommé Schulz*². Livre au baroque éblouissant qui rend compte de la fascination exercée sur Ugo Riccarelli par tous les textes de Bruno Schulz et par ses dessins rassemblés dans *Le livre idolâtre*³. Avec la Note qui termine ce beau livre, remarquablement traduit par Josette Monfort, le narrateur cesse d'être l'écrivain polonais. Et Ugo Riccarelli prend la parole pour parler de celui qui est devenu son personnage : « L'histoire que j'ai écrite retrace sa vie à l'aune infidèle du roman, à travers l'invention et donc, paradoxalement, avec vérité. Les inévitables imprécisions et les inexactitudes sont le fruit de ce parcours qui est certes imaginaire, mais en même temps réel car en l'écrivant je l'ai vécu. Et donc il m'appartient ». ■

B.B.F.

¹ Le livre des lettres de Bruno Schulz est paru en Pologne en 1975. Il a été traduit en français par Maria Crépeau, qui l'a préfacé : Bruno Schulz, *Lettres perdues et retrouvées*, Pandora/Textes, 1979.

² *Un uomo che forse si chiama Schulz*, Edizioni Piemme, 1998.

³ *Le livre idolâtre*, Bruno Schulz, Calligrammes, 1983.



Bruno Schulz, Autoportrait



Les étincelles du hasard, Henri Atlan, Seuil, 1999. 149 F.

Henri Atlan est un biologiste, et un philosophe qui réfléchit sur les problèmes que pose la science en créant de nouveaux possibles : il emploie une méthode originale, « l'intercritique » qui intègre mythe et philosophie. Les mythes usent d'images qui montrent plutôt qu'elles ne démontrent, mais offrent un sens sur la condition humaine ; même les « philosophes du soupçon », dans leur questionnement critique, y ont recours : Nietzsche avec l'éternel retour, Freud avec le mythe d'Œdipe. Et pour Atlan, c'est la Genèse, avec toutes ses interprétations : Talmud, Zohar, Kabbale, qu'il faut utiliser comme mythologie.

Un exemple de ce qu'apporte la tradition rabbinique, quand la science crée des problèmes éthiques : les mythes de fabrication d'un homme, le Golem, se confrontent à l'ambivalence de la maîtrise de la nature ; cette maîtrise n'est pas condamnée (on n'est pas dans le mythe de Faust), ce n'est pas un blasphème, c'est le fruit plus ou moins parfait du degré d'ascension de son auteur vers la sagesse et la sainteté. Mais le Golem de Jérémie (dans les récits des hassidim rhénans du XVII^e siècle) lui demande de le défaire, parce qu'il crée une confusion : « on ne saura pas si c'est une créature de Dieu ou la tienne ». Ainsi, même quand on a le pouvoir de créer un homme, il faut s'abstenir de le faire ; la tradition rabbinique dit à la science : ne faites pas de clones humains ; chaque homme est unique, alors que l'homme ne peut créer qu'une répétition du même. Et pourquoi cette unicité de chaque homme ? Le Talmud de Babylone répond : il faut savoir qui est qui et qui possède quoi, pour éviter que chacun, dans la confusion, ne réclame le même être et le même avoir, ce qui produirait le vol généralisé et la violence de tous contre tous.

En utilisant ces mythes, Atlan ne nous demande pas de croire en la magie, mais Kabbale philosophique et tradition rationaliste se rencontrent dans la philosophie de Spinoza. Un savant qui le lit au XX^e siècle y voit le philosophe de la science moderne, par ses thèses fondamentales : le déterminisme universel (qui implique le refus du libre-arbitre de l'homme, illusion due à l'ignorance des causes qui nous font agir) ; le monisme, l'affirmation d'une seule substance au lieu du dualisme cartésien entre le corps et l'âme, ce qui implique un Dieu corporel autant que spirituel ; et l'immanence de Dieu, infini de tous les êtres. Or ces thèses, Atlan les retrouve dans les différentes Kabbales, que Spinoza permet de relire à la lumière de la science rationnelle : en faveur du déterminisme universel, Eliachoff, commentant le Midrach réinterprété par la Kabbale lourianique, écrit : « tout ce qui se réalise par des choix est préparé depuis le monde qui nous précède ». Mais le monisme, la corporéité de Dieu ? L'idée d'un Dieu incorporel est liée à l'idée que le corps humain n'est vivant que par l'effet d'une âme, mais dans la biologie actuelle le vivant n'a pas besoin d'un principe d'animation distinct du corps, et le monisme spinoziste rencontre le Maharal : l'essence de Dieu n'est « ni matière ni intellect », elle est lumière infinie qui, en se limitant, produit les corps et les esprits. Et l'homme est issu, dans sa forme, d'un sceau divin, où sont unis corps et esprit. Mais l'immanence de Dieu dans la nature ? Dans la

Kabbale, Dieu n'est pas un sujet personnel : selon Cordovero, se fondant sur le Zohar, la venue des choses est le résultat d'un jeu de l'infini en lui-même. Aussi le chapitre IV du livre s'intitule-t-il « la Kabbale, un spinozisme élargi », expression de S. Maïmon qui renverse la chronologie, « élargi » parce que des courants de la Kabbale revendiquent un caractère non rationnel. On pourrait dire : Spinoza est une Kabbale restreinte, une contraction visant la cohérence rationnelle. Mais les accusations d'antijudaïsme portées contre Spinoza, et le herem ? Cette excommunication était plutôt sociale que doctrinale : à vingt-cinq ans, Spinoza n'a pas encore écrit, mais cet esprit non conformiste a besoin d'être libre des contraintes de la communauté. Jacob Gordin en fera le responsable de la crise religieuse de la pensée juive moderne, à cause de sa méthode d'exégèse de la Bible refusant la compréhension littérale : mais c'est ce qu'osaient des exégètes rabbiniques, depuis Nahmanide au XIII^e siècle. On en a même fait un chrétien, alors qu'il considère le dogme de l'Incarnation de Dieu en l'homme comme « aussi absurde qu'un cercle carré », même s'il voit en Jésus un philosophe spinoziste proposant un salut des ignorants par une morale universelle.

L'intérêt de cette lecture de Spinoza, c'est qu'elle l'inscrit dans la continuité de la tradition rationaliste, tout en le rattachant à la tradition d'interprétation rabbinique. Pour le lecteur, ce livre sera un chemin dans une forêt touffue, où il se demande parfois où l'auteur veut en venir, entre les multiples références d'un texte aussi subtil que la mythologie dont il s'inspire. ■

Dorothee Rousset

Une réhabilitation de Robert Brasillach ?

Souvent, les premières études concernant l'histoire de France au XX^e siècle dans ses aspects « fâcheux » et « gênants », nous viennent des États-Unis. Marrus ou Hilberg en sont les exemples les plus connus. Aujourd'hui, c'est à l'aspect inverse qu'une chercheuse a employé son énergie : Alice Kaplan a produit un livre qui pourrait être lu comme une tentative de réhabiliter Robert Brasillach, écrivain français fusillé en 1945 à 36 ans pour faits de collaboration active avec l'ennemi (*The Collaborator : The Trial and Execution of Robert Brasillach*, The University of Chicago Press, 308 p.). L'auteur développe l'idée que les juges qui eurent à traiter à la Libération le cas Brasillach, ayant eux-mêmes servi Vichy, avaient un besoin urgent de prouver leur nouvelle loyauté, et furent injustement sévères. De Gaulle, à qui les défenseurs de Brasillach ont présenté un recours en grâce, refusa celle-ci après avoir vu une photo de l'écrivain sous l'uniforme allemand. Il commenta : « en littérature comme en toute chose, le talent confère des responsabilités ». Reste à remarquer, pour finir, que l'auteur, Alice Kaplan, pourrait bien être juive. ■

Le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon vient de publier les actes de son colloque international tenu en novembre 1999 sous le titre *L'avenir de la mémoire*. Le livre a été édité par la Fondation Auschwitz, Bruxelles. On peut le demander au Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation, 14, av. Berthelot, 69007 Lyon, pour 80 F (plus 10 F pour frais d'envoi) par chèque établi à l'ordre du Trésor Public.



La Peinture

Les artistes juifs d'origine litvane à Paris

S. Pourchier

Illustration d'un développement artistique lié à – ou plus exactement sous-tendu par – une culture minoritaire, les peintres litvanes dans l'École de Paris apportèrent leur contribution à la culture européenne et universelle. Il s'agit de la rencontre d'une culture, l'héritage litvak, et d'une ville : le Paris de l'entre-deux-guerres.

À Paris, dans les trois décennies qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale, eut lieu un phénomène tout à fait particulier d'apports réciproques, d'enrichissement mutuel entre des artistes venus de ce pays lituanien (au sens historique du terme), où ils appartenaient à une minorité au sein de laquelle ils étaient eux-mêmes minoritaires en tant qu'artistes, et un monde de liberté et de stimulation de création. La manifestation la plus connue en reste ce qui fut appelé l'École de Paris – avec essentiellement des artistes étrangers et plus particulièrement des Juifs venus de Lituanie ou d'alentour.

Le développement artistique juif en Lituanie

Sous Alexandre II, au milieu du XIX^e siècle, les étudiants juifs eurent la possibilité d'accéder aux établissements d'éducation supérieure, et notamment à l'Académie Impériale des Beaux-Arts de Saint-Petersbourg. C'est ainsi que se forma une génération de précurseurs dont le Vilnois Mark Antokolsky, Leon Bakst de Grodno, Isaac Levitan ou Yehuda Pen de Vitebsk. En Russie prévalait alors un art national qui se voulait démocratique, et qui puisait aux sources de l'histoire russe et de l'ethnographie.

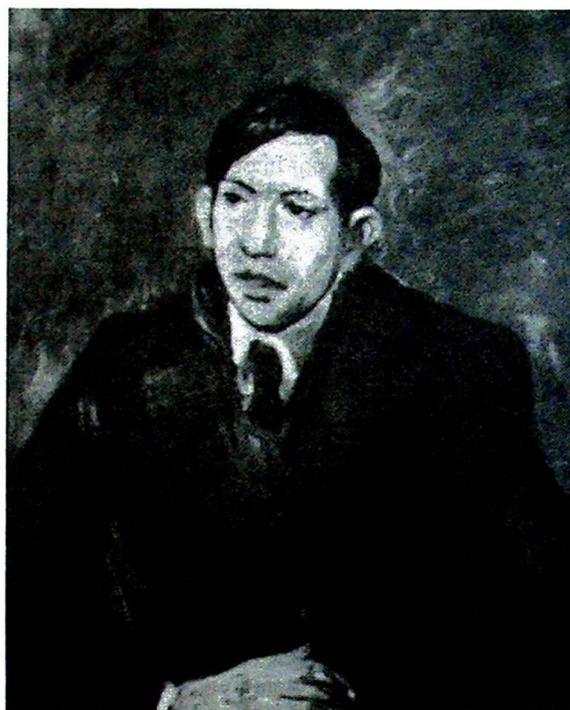
Parallèlement, et sous l'influence du puissant critique d'art Vladimir Stasov, qui prônait une vision multiculturelle de la Russie dans toutes ses composantes, un intérêt se manifeste pour l'étude de l'art juif.

À ce sujet un ouvrage majeur est préparé dès 1886, en collaboration avec David Ginzburg : *l'Ornement Hébreu*, qui sera publié en 1905.

C'est dans cet esprit que fut organisée l'expédition de collecte de folklore, coordonnée par An-sky¹ et la Société Historique et Ethnographique Juive de Saint-Petersbourg.

Vilnius était l'un des principaux foyers de culture artistique de la région. La ville s'enorgueillissait de son École des Beaux-Arts, avec des enseignants prestigieux comme Trutnev et Rebakov. Quelques noms d'élèves devenus célèbres peuvent être cités d'ores et déjà :

¹ Cf. l'exposition " *Tracing An-sky* ", Musée juif d'Amsterdam, 1992.



Portrait de Haïm Soutine par Terechkovitch

Ilya Guinsburg 1869-1939 ;
Michel Kikoïne, né à Gomel, 1892-1968 ;
Chaïm Soutine, né à Smilovitchi, 1893-1943 ;
Pinchus Kremègne, né à Vilna, 1890-1981 ;
Naum Aronson (sculpteur), né à Kreslavaska, 1872-1943 ;
Lazar Segall, né à Vilna, 1891-1957 ;
Mané-Katz, né à Krementchouk, 1894-1962 ;
Et plusieurs autres.

Sous l'uniforme de l'École s'estompait la différence entre étudiants juifs et non juifs. Par ailleurs, il existait aussi des établissements de formation artistique plus spécifiquement juive créés sous l'impulsion de Mark Antokolsky et d'Ilya Guinsburg :

l'École juive d'art industriel ;
l'association " *Hilf durch Arbet* ", qui à un niveau plus populaire entreprit un effort de diffusion de l'art et de l'artisanat parmi la population juive de la ville.

À Vitebsk, où l'ambiance était tout autre, le judaïsme orthodoxe s'était maintenu plus longtemps qu'à Vilna, mais il y avait cependant une intelligentsia juive.

Dans le domaine de la peinture, c'est là qu'un peintre au style fort académique, Yehuda Pen², avait fondé en 1897 une école privée dont certains élèves deviendront suffisamment connus pour conférer à ce groupe le nom " d'École de Vitebsk ". Il était né en 1854, à Novo Alexandrovsk (Zarasaï en Lituanie actuelle) et fréquenta l'Académie de Saint-Petersbourg, où dans un milieu non juif il prit conscience de son appartenance, tout

² Cf. G. Kasovsky, *Artists from Vitebsk, Yehuda Pen and his pupils*, Moscou, Image ; s.d.



comme Antokolsky, et fut influencé par les idées de renaissance de Stasov. Il choisit de retourner à Vitebsk et y créa une école de peinture juive dont les étudiants, pour la plupart, fréquentaient en parallèle des yeshivot. Parmi ses anciens élèves on peut citer El Lissitsky, Mieschaninoff, Yudovin, Yakerson et sa future épouse, Yelena Kabischer, Zadkine et, pendant une courte période, Chagall.

Il est intéressant de constater que, malgré le caractère académique de son enseignement, Pen n'entrava en aucun cas le passage à la modernité de ses élèves. Mais même dans leurs œuvres d'avant-garde, créées parfois longtemps après et dans des lieux bien lointains, notamment à Paris, on peut retrouver des éléments qui rappellent l'influence de Pen et de la culture juive dans laquelle ils baignèrent : présence sur les toiles d'un texte ou de lettres de l'alphabet hébraïque ou russe, ou encore rappel du temps symbolisé par les horloges ou montres qui figurent souvent dans les toiles de Pen, de Chagall ou d'El Lissitsky. Par ailleurs, les sources ethnographiques et folkloriques juives ont influencé cette avant-garde – que ce soit dans les bois gravés d'El Lissitsky ou dans ses contes illustrés, "*Had Gadya*" (la petite chèvre). Le folklore reprend ses lettres de noblesse.

Cependant, à la suite de la Révolution dont cette avant-garde attendait tant, la période post-révolutionnaire répressive, après 1922, amena de nombreux artistes de cette zone à rejoindre leurs compatriotes déjà installés à Berlin ou à Paris précisément.

La Litvakie à Paris

Paris était évoqué avec admiration et envie à l'École des Beaux-Arts de Vilna et à l'école d'Elisabeth Svansteva de Saint-Petersbourg où enseignait Léon Bakst.

Malgré leur origine sociale et religieuse très différente, certains venant de bourgades traditionnelles où la religion jouait un grand rôle, d'autres de milieux nantis et urbains souvent en voie de laïcisation, tous furent poussés hors de la zone litvak pour accéder à la liberté, étudier et pratiquer leur art sans les restrictions que leur judéité leur imposait souvent. En effet, en dehors des limitations à l'accès à certains établissements, des interdits religieux parfois mal compris leur faisaient considérer la peinture comme impie³.

Ils eurent tous en commun un esprit "moderne", hérité des Lumières de la Haskala, de riches protecteurs qui les aidèrent souvent, ainsi que, et surtout, la rage de peindre.

À Paris ils trouvèrent une atmosphère de liberté, à commencer par le choix de l'établissement où poursuivre leurs études.

Qui étaient donc ces "Russes" que l'on entendait parler russe ou yiddish à la terrasse de la Rotonde, un café où ils se retrou-

vaient à Montparnasse ? Ils arrivèrent essentiellement en deux vagues, avant et après la Première Guerre mondiale. C'était en fait surtout des litvaks qui formaient un contingent significatif, sinon homogène.

À la première vague appartient tout d'abord Jacques Lipschitz. Il arrive en 1909 de Vilna d'où les pogroms de Bialystok l'avaient déjà obligé à fuir. Il suit des cours et vit entre Montparnasse et la Ruche. Son amitié avec Picasso l'aidera et l'orientera vers la sculpture cubiste, dont il est resté le sculpteur emblématique. L'année suivante arrive Chagall, qui s'installe également à la Ruche en même temps que Zadkine. Puis arrive le sculpteur vilnois Indenbaum qui, après avoir été hébergé Cité Falguière par un autre litvak, Mietchaninoff, se retrouve également à la Ruche. L'année 1912 voit grossir les rangs de cette petite communauté avec Krémègne qui fit venir de Vilna Kikoïne puis Soutine qui restera à la Ruche jusqu'en 1934.

À la Ruche⁴ "on y crevait ou on y devenait célèbre" disait, paraît-il, Chagall. C'était le projet communautaire d'un utopique philanthrope français, Alfred Boucher, qui mettait gratuitement à la disposition d'artistes sans ressources un lieu de vie⁵ et de création, divisé en quelque quatre-vingt cellules-ateliers.

Dans ce nouvel univers, ces artistes d'origine commune étaient loin de composer une minorité dispersée, tant la promiscuité y était grande. Ce fut un lieu où souffla l'esprit car il attirait des artistes d'autres origines, et des poètes français qui venaient y puiser leur inspiration et y passer des soirées mémorables. Ce fut en fait une anti-académie d'un puissant rayonnement.

Dès 1912, se forma le groupe des Makhmadim (les Délices) qui publia ce qui se voulait être la première revue d'art juif. Cette éphémère tentative, qui concernait un groupe de jeunes artistes juif de la Ruche, dont Pinchus Krémègne, mérite d'être rappelée. Elle suscita en effet un renouveau de la polémique auparavant amorcée en Russie autour de l'existence d'un art juif.

Après le traumatisme du premier conflit mondial, un deuxième contingent d'artistes litvak vint enrichir la première communauté dans les années 1920. Arrivée de

Max Band (né à Naumestis en 1900) qui, après Berlin, se fixe à Paris ;

Arbid Blatas (né en 1908 à Kaunas) et passé également par Berlin ;

Jacques Chapiro (né à Gomel en 1887), venu à la Ruche en 1925 ;

Alexandre Garbell (né à Riga en 1903) ;

David Krewer (né en 1903) ;

Raphaël Schwoles (né à Vilna en 1913) et membre du groupe littéraire Yung Vilne ;

Mané-Katz, qui avait aussi étudié à l'École des Beaux-Arts de Vilna.

³ Cf. « From Eastern Europe to Paris and beyond » Arthur Cohen, in : *The Circle of Montparnasse. Jewish artists in Paris, 1905-1945*, The Jewish Museum, New York.

⁴ Jeanine Warnod, *La Ruche et Montparnasse*, Paris, Weber 1978.

⁵ Boulevard Arago



L'École de Paris

Ces artistes participèrent à un mouvement qui est passé à la postérité sous le nom « d'École de Paris ». C'est une école sans véritable maître ni théorie, qui regroupe essentiellement des peintres juifs d'Europe Centrale, libérés de leurs entraves d'origine et de l'académisme de leur première formation et qui appréhendèrent librement les différents courants parisiens de l'époque (expressionnisme, fauvisme, cubisme, rayonnisme) tout en conservant leur style propre. C'était comme si les trésors de créativité nourris et jamais exprimés pendant des années, là-bas, avaient tout à coup réussi à exploser, libérant des forces créatrices d'une intensité peu commune. Par ailleurs ils participaient pleinement à la vie artistique et littéraire de la capitale. Et c'est sous la bannière de l'École de Paris que beaucoup de ces peintres sont passés à la postérité, enrichissant l'image artistique de leur pays d'accueil.

Le milieu artistique parisien

Autour de ces artistes gravitaient marchands et collectionneurs, qui jouèrent un rôle majeur dans le développement de cette École de Paris. En effet ces artistes arrivèrent à Paris au moment où émergeaient des marchands qui s'aventuraient dans l'avant-garde comme Paul Guillaume ou Sborovski, le marchand de Soutine notamment.

Des collectionneurs avertis stimulaient également la création. Les critiques orchestraient cette production avec une partialité qui évolua avec le temps. Très tôt, dans les années 1920, ils opposèrent une École Française⁶ à l'École de Paris, la-



Ossip Zadkine *La visite*

quelle, disaient-ils, était "infestée de métèques parlant à peine français". La scène artistique se chargea en considérations politiques qui atteignirent leur paroxysme en juin 1940, date à laquelle les artistes juifs – étrangers ou français – furent interdits d'exposition.

Une dispersion douloureuse et féconde

La suite est tristement connue. Après l'hécatombe de la Shoah et les purges stalinienne, la flamme de l'inspiration litvak se trouva dispersée sur presque tous les continents, portant la marque de l'indicible.

Pourtant il n'en reste pas moins vrai que les deux décennies des années 1920/1930 à Paris constituèrent pour les peintres juifs d'origine litvak un âge d'or. Les artistes qui ont été brièvement évoqués précédemment constituent en fait la première

génération d'artistes juifs en Occident. Ils ont su dépasser la douleur de se sentir des exilés dans un pays étranger – Soutine ne se plaignait-il pas que la culture du pays d'accueil n'arrivait pas à contrebalancer ce dépaysement ? Et ce dépassement a réalisé une alchimie entre tradition et modernité.

Cette expression culturelle d'identité a enrichi la communauté de cette minorité de façon intemporelle et sans limitation géographique. Elle a également enrichi le pays dans lequel il lui a été permis de s'exprimer. Elle démontre de façon éclatante la relation profonde, réelle, entre l'enracinement et l'universalisme. ■

⁶ Cf. Romy Golan, "The Ecole Française vs The Ecole de Paris", in *The Circle of Montparnasse*, op. cit.

⁷ Cf. Raymond Cogniat, *Soutine*, Ed. du Chêne, Paris, 1945.

DIASPORIQUES est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Henri Korn. Comité de rédaction : Dorothee Rousset, Antoinette Weil, Richard Marienstras, Philippe Lazar, Jacques Burko (secrétaire de rédaction). Conseil d'orientation : les précédents plus Elise Marienstras, Françoise Weil, Edmond Kahn, Alfred Spira. Correspondant à Vienne (Autriche) : Johannes Gielge. Correspondant aux États-Unis : Nelly Furman. Correspondant pour la Bosnie : Carol Mann. Maquette : Corinne Dupuy. Mise en page : J.-François Lévy. Illustrations : Irène Elster. Dessins : Claude Font. Travaux graphiques : Benjamin Lévy. Corrections : Antoinette Weil. Impression : Imprimerie Lienhart, Aubenas. N° ISSN 1276 4248.

Les textes publiés par *Diasporiques* n'engagent que la responsabilité de leurs signataires.

Prix au numéro : 35 francs (5,33 Euros). Abonnement annuel : 120 francs (18,29 Euros). Abonnement de soutien : 200 francs (30,48 Euros) ou plus. Pour s'abonner, envoyer ses nom et adresse, avec un chèque à l'ordre du cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à :

Jacques Burko ; 56, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris.

Cercle Gaston-Crémieux : Pour tout renseignement sur le Cercle et sur son fonctionnement, ainsi que pour une éventuelle adhésion, s'adresser à Jacques Burko, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Le Cercle a été fondé en 1967 par : Joseph Huppert, G. Isotti-Rosovsky, Claude Lanzmann, Philippe Lazar, Jacques Lebar, Richard Marienstras, Léon Poliakov, Oscar Rosovsky, Rita Thalmann, Pierre Vidal-Naquet et Raphaël Visocékas.



« Après l'Autriche, la Roumanie ? »

Harry Carasso

L'Arche, le "Mensuel du judaïsme français" a publié, sous la signature de Joseph Kaplan, dans son numéro de mars 2000, un article succinct mais documenté, pour rendre compte de la vague d'antisémitisme déclenchée en Roumanie depuis la publication du *Journal* de Mihail Sebastian (voir *Diasporiques*, mars 1999).

Certes, il y a eu auparavant des Roumains qui, sans attendre l'exemple d'un Haider, avaient repris des campagnes antisémites qu'on espérait éteintes depuis que la Roumanie avait dénoncé son alliance avec l'Allemagne hitlérienne. Voici, par exemple, ce qu'écrivait en 1992 un certain Paul Everac (alias Petre A. Constantinescu), auteur dramatique à éclipses, dans le chapitre consacré aux Juifs roumains de son livre, opportunément intitulé *Le Réactionnaire* :

Pourquoi à peine 30 000 individus (qui n'étaient plus que 10 000 en 1999, n.d.r.) sont-ils en mesure de nous influencer – voire nous dominer – économiquement, politiquement et culturellement ? (...) La réponse est : parce qu'ils sont les vainqueurs. Pas seulement en Roumanie, partout. Ils ont vaincu Kohl et Valesa, ils bavardent avec Bush, ils parlent d'égal à égal avec Gorbatchev, ils discutent avec le Pape. [...] Il nous reste à établir, avec cette grande force, un modus vivendi qui nous permette de continuer à vivre en tant que peuple et afficher quelques couleurs de notre identité, sans être exclus de la communauté européenne et mondiale.

Paul Everac réussit à se faire nommer par le Président de son pays, Ion Iliescu, à la tête de la télévision roumaine, et Iliescu refusa par la suite de le démettre, malgré les protestations de six ambassadeurs occidentaux. Edgar Reichmann, N. Tertulian et moi-même avons écrit à *L'Arche*, aux *Temps modernes*, et à *Passages* pour dénoncer ce texte, sans résultat pratique. M. Everac devait néanmoins chuter un an plus tard, à la suite d'un réveillon infâme, transmis en direct par "sa" télévision ; il partit cepen-

dant en beauté, avec indemnités et vacances en Floride.

À la vérité, les disciples antisémites de Nae Ionescu, Codreanu et Goga-Cuza avaient relevé la tête dès la chute de Ceausescu, en demandant (et obtenant) la réhabilitation du Maréchal Antonescu, le dictateur des années 1940-44. Leur principal organe, *Romînia Mare*, publia des diatribes contre les Juifs, et tout spécialement contre ceux qui revenaient de l'exil et demandaient des réparations. Tout récemment, dans une autre publication (*Atac la Persoana*), un rédacteur qui signait "Mihail Antonescu" (ancien bras droit du Maréchal, exécuté avec lui en 1946), manifesta son dépit contre "ces Juifs débarquant du Casino de Tel-Aviv (sic), qui me font regretter que mon pays manque de barbelés et de gaz Zyklon". La presse parisienne n'accorda que deux lignes à la dénonciation de ces ignominies, et à la contre-offensive lancée par le Congrès Juif Mondial (Canada). Cependant, comme le directeur de la publication en question (qui avait couvert son subalterne, déclarant que ses propos n'avaient "qu'un caractère humoristique") est aussi vice-président de la Fédération Roumaine de football, le Congrès adressa une plainte à la Fédération Internationale du même sport. Une enquête de moralité est en cours.

La publication du *Journal* de Mihail Sebastian par l'une des plus grandes maisons d'édition du pays, "Humanitas", souleva d'abord un intérêt considérable en Roumanie, parmi des lecteurs qui apprenaient ainsi des vérités occultées pendant presque 50 ans par deux régimes totalitaires. La *Revue de la Fédération des Communautés Juives* organisa des colloques réunissant des intellectuels de tous les bords, qui vinrent soit pour louer l'auteur (mort accidentellement en 1945), soit pour tenter de le récupérer. Le directeur de Humanitas, Gabriel Liiceanu, fit un discours émouvant, parlant de "Sebastian mon frère", et de "l'ange de la mort toujours présent sur son épaule", mais ne put pas

s'empêcher de s'étonner à propos de certaines anciennes victimes du fascisme, devenues à leur tour des bourreaux dans la Roumanie communiste¹. La mise en parallèle des deux souffrances (la Shoah et le Goulag²), passée inaperçue sur le moment, devait devenir une bombe à retardement.

En effet, cette comparaison souleva de nombreuses réactions, notamment de la part d'intellectuels juifs roumains établis à l'étranger, d'appartenances diverses mais comptant quelques compagnons "repentis" du communisme. En toute bonne foi, ces gens bien intentionnés se mirent à dispenser des leçons de démocratie et de civisme à d'autres intellectuels roumains, qui, eux, sortaient à peine d'une longue nuit totalitaire, et dont la corde chauvine et nationaliste trouva immédiatement des raisons pour vibrer à nouveau. On vit reparaître des textes ambigus, sous des plumes méritoires, comme celle de Dorin Tudoran, du brillant hebdomadaire *Romînia Literara*, qui alla jusqu'à écrire : "si je ne suis pas devenu antisémite, ce n'est pas leur mérite (aux Juifs, n.d.r.)".

La polémique allait resurgir en 1999, après la publication en France de la traduction du *Journal*, publication qui inspira en Roumanie un article pertinent, publié dans une revue quasi inconnue, *Sfera Politicii*, sous la signature de George Voicu, professeur à l'Université de Bucarest. L'auteur signalait le tournant qu'avaient pris les réactions au livre de Sebastian, en citant Norman Manea, qui évoquait une "véritable catharsis dans un pays qui hésite encore à

¹ Deux ans plutôt, dans la préface au livre de Léon Volovici sur l'antisémitisme des intellectuels roumains des années 30, publié par Humanitas, G. Liiceanu écrivait : "il est difficile d'imaginer que les figures de l'histoire puissent se recomposer par le discours de ceux qui sont toujours prêts à prendre la parole en qualité de victimes, mais oublient de se confesser lorsqu'ils deviennent des bourreaux".

² Quoique Sebastian n'ait jamais été déporté, et quoique G. Liiceanu n'ait jamais vu le Goulag, ce qu'il reconnut volontiers, devant des auditeurs un peu choqués.



admettre sa participation à l'Holocauste, et où la moindre critique de la traditionalité de la culture est considérée comme un blasphème³. Par la suite, cette catharsis s'est avérée être "une projection plutôt qu'un impact du livre".

L'auteur de l'article commit la faute involontaire de citer les noms des "pro-Sebastian", comme Norman Manea (New York), Vladimir Tismaneanu et Radu Ioanid (Washington), Alexandra Laignel-Lavastine (Paris), Michael Shafir (Radio Europe Libre, Prague) Stelian Tanase, directeur de *Sfera Politicii*, Léon Volovici (Jérusalem), Andrei Cornea et Zigu Ornea (Bucarest) et Vasile Popovici, consul de Roumanie à Marseille. Il dressa aussi la liste des "autres": le directeur de Humanitas, désigné comme "sans doute le vrai leader idéologique du groupe", Nicolae Manolescu, directeur de *România Literară*, Dorin Tudoran, Monica Lovinescu, Alexandra Stefanescu, Constantin Toiu (tous de Bucarest). Ce fut une erreur que d'inclure la liste des deux "camps" dans un texte par ailleurs très sobre et très lucide, qui invitait les deux parties à réfléchir et à remettre en cause leurs prises de positions, tout en refusant la comparaison entre la Shoah et le Goulag.

L'article de George Voicu fut traduit en français et repris, dans son dernier numéro de 1999, par *Les Temps Modernes*, qui avait déjà réservé de nombreuses pa-

³ Une grande partie des Roumains ne se reconnaissent aucune responsabilité dans la mort des Juifs déportés en Ukraine.

ges au *Journal* de Sebastian et à ses admirateurs, notamment à Edgar Reichmann et Norman Manea. Le premier devait publier un compte-rendu du dernier dossier de cette revue dans *Le Monde* du 15 janvier, où il reproduisait les deux "listes" de George Voicu, en ajoutant à celle des "bons" deux noms qu'il avait cru opportun d'y inclure.

Ce court compte rendu fit lever les boucliers à Bucarest, où l'hebdomadaire littéraire "22" ouvrit largement ses colonnes à G. Liiceanu et à bien d'autres, mais aussi à George Voicu. Le premier crut devoir s'attaquer non pas à *Sfera Politicii*, pourtant plus proche mais inconnue, ni aux *Temps Modernes*, mais au *Monde* (jugé sans doute plus "porteur"), auquel il adressa plusieurs lettres, au nom d'un "droit de réponse" d'abord refusé par le journal, qui consentit finalement à reproduire l'une de ces lettres, sous la rubrique "courrier", le 15 février. Trois jours plus tôt, un article de Mirel Bran, correspondant à Bucarest du *Monde* et du *Point*, avait tenté de calmer les esprits. Par la suite Gabriel Liiceanu a offert à Claude Lanzmann la possibilité de diffuser à la télévision roumaine (où l'éditeur a ses entrées), son film *Shoah*...

D'autres plumes furent moins inspirées, comme celle du consul roumain de Marseille, qui crut devoir sortir à la fois de la première "liste" et de son obligation de réserve, estimant que l'honneur de son pays était atteint par ces joutes littéraires et demandant même pour les "coupables" des peines de prison... Il ne faut pas minimiser ces réactions souvent vis-

cérales, révélatrices d'un état d'esprit qui envahit les journaux de Bucarest.

La tradition démocratique de la Roumanie est assez courte, sans qu'il y ait de la faute d'un peuple dont la situation géographique a fait passer sur ses routes autant de barbares qu'en Sicile. Il faut lui laisser le temps de se ressaisir, de se mettre à l'heure du XXI^e siècle, dans l'attente de son entrée en Europe, pour l'instant incertaine. Il faut tenir compte des susceptibilités de chaque camp. Il ne faut surtout pas laisser s'instaurer un climat délétère, où les deux parties s'accusent mutuellement de tous les péchés possibles. Il est vrai que des Juifs roumains qui avaient perdu beaucoup, sinon leur vie, avaient vu dans l'arrivée de leurs "libérateurs" rouges en 1944 l'annonce des "lendemain qui chantent" – avant de comprendre qu'ils chantaient faux, et de prendre le chemin de l'exil. Il est vrai aussi qu'il y a encore des Roumains objectifs, comme Mihai Dinu Gheorghiu, de l'EHESS, qui signe un texte tout en finesse dans *Contemporanul*, ou son ami Léon Volovici, qui écrit un livre définitif sur les intellectuels de droite des années 30-40, avant de soigner la publication du *Journal* de Sebastian.

Dans la période de la soif d'informations qu'ont connue les Roumains après la chute de Ceausescu, les éditions Humanitas ont joué un rôle qui donnerait raison à ceux qui affirment que G. Liiceanu est tout, sauf antisémite... Mais comme elles ont publié aussi Noica, Eliade et Cioran; doit-on conclure qu'il faut un peu de tout pour faire un monde ? Du moins, un monde à la roumaine ? ■

Mise au point

Dans la dernière livraison de *Diasporiques*, la vie et la mort de Malebotte nous ont été contés. La rédaction de la revue y introduisait ce document par un chapeau qui signalait que "l'idéologie qui sous-tend ce texte peut paraître suspecte"; s'y ajoutait la photo d'un personnage sans tête, dont le contenu symbolique était manifeste.

L'auteur s'est estimé visé, et par ce chapeau (faute de voir sans doute quelle idéologie était visée), et par ce personnage sans tête et sans chapeau dont, en l'absence de toute légende, il a pu croire qu'il le représentait.

L'auteur tient à souligner que, à ses yeux en tout cas, le texte publié pose essentiellement la question de la peine de mort dans une société civilisée; il est cependant conscient du fait que le contexte historique du fait totalement imaginaire qu'il a choisi peut troubler plus d'un lecteur. C'était bien là son but.

Comme deux malheurs n'arrivent jamais seuls, un dernier incident a affecté *Malebotte*; à l'impression, un court fragment du second paragraphe a sauté. Il fallait lire:

"Mais l'homme qui inhale le gaz mortel était-il encore le violeur que nous avons condamné? et combien d'années faudrait-il pour la transmutation d'un gestapiste? Nous devons à la vérité de dire que dans le cas de Malebotte aussi, le jury ne suivit pas la défense; il y eut quelques ricanements (faut-il épargner la canaille?); la salle avait du mal à ne pas dormir".



L'article que nous présentons ici est dû à l'écrivain hongrois Imre Kertész qui l'a écrit en 1998 en réaction au film de Roberto Benigni. La N.R.F. en a déjà publié une traduction dans son numéro de novembre dernier. L'importance de ce texte pour nos abonnés justifie cette nouvelle impression. La version ci-dessous est fondée sur la traduction de Paul Wald ; elle présente de légères différences par rapport au texte de la N.R.F. L'auteur utilise en hongrois le terme de " Holocauste " pour évoquer le génocide des Juifs, et nous avons décidé de respecter sa terminologie.

À qui appartient Auschwitz ?

Imre Kertész¹

Il faut bien que les survivants s'y résignent : avec le temps, Auschwitz échappe peu à peu à leurs mains faiblissantes. Dès lors, à qui appartiendra-t-il ? La réponse est claire : il appartiendra successivement à chacune des générations qui montent – à condition, bien entendu, qu'elles le revendiquent.

Il y a une émouvante ambiguïté dans le désir des survivants de garder l'exclusivité de la propriété spirituelle de l'Holocauste. Comme s'ils détenaient un immense secret, comme s'ils devaient préserver de la dégradation un trésor fabuleux, et le protéger de toute déprédation. Éviter la dégradation ne tient qu'à eux, à la puissance de leur mémoire – mais comment faire face aux déprédations : à la dépossession, à la falsification, aux manipulations de toute sorte, et enfin au plus redoutable des adversaires, le temps ? Leur regard critique et méticuleux scrute chaque ligne des livres, chaque image des films : l'image est-elle authentique ? le récit est-il exact ? Est-ce bien cela que nous avons dit ? Est-ce bien ce que nous avons ressenti ? La tinette était-elle bien là, dans ce coin précis de la baraque ? La faim, était-ce cette faim-là ? et le *zählappel* ? et la sélection ? Et ainsi de suite... Mais pourquoi tenir tellement à ces détails douloureux, pénibles, au lieu de vouloir les oublier au plus vite ? Il semble que, une fois apaisée en nous la vivacité de l'émotion, la souffrance et le deuil, inconcevables, continuent à lui survivre comme une *valeur*, une valeur à laquelle on tient par-dessus tout, et qu'on veut voir universellement reconnue et acceptée.

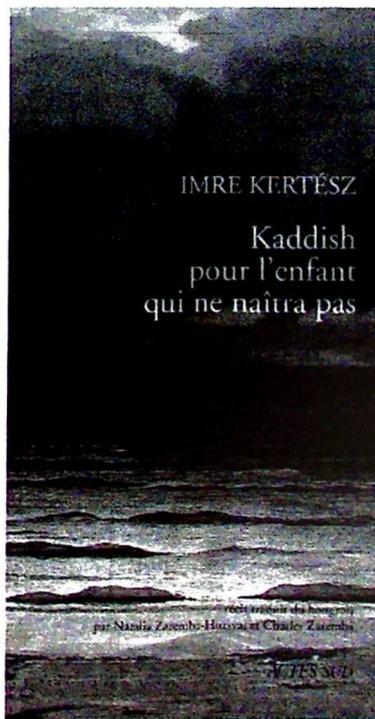
L'ambiguïté évoquée au commencement tient à cela : pour que l'Holocauste entre effectivement dans la conscience collective européenne (et au moins en Europe occidentale), il faut en payer au public l'inévitable prix. La stylisation de l'Holocauste a commencé presque tout de suite, et atteint aujourd'hui des proportions insupportables. Le mot " Holocauste " lui-même est une stylisation, une abstraction euphémique pour des mots autrement plus brutaux : " camp d'extermination ", " Endlösung "... Dès lors, il ne faut pas s'étonner si la réalité de l'Holocauste, de l'extermination au quotidien, échappe peu

à peu au domaine de l'imaginable, alors même qu'on en parle de plus en plus. Moi-même, dans mon livre *Journal de galère*, j'ai été amené à écrire que " le camp de concentration se conçoit uniquement comme texte littéraire, et non comme réalité (même, et peut-être surtout, lorsqu'on est en train de le vivre) ". La contrainte de survivre nous habitue à fausser, tant que faire se peut encore, la réalité meurtrière où il nous faut subsister, tandis que la contrainte de mémoire nous porte à glisser dans nos souvenirs une sorte de consolation, le baume de l'apitoiement sur soi-même, l'autoexaltation de la victime. Et, pendant que nous nous abandonnons aux douces vagues de la solidarité tardive (ou d'une apparence de solidarité), nous laissons échapper la vraie question, qui ne laisse pas d'inquiéter et qui transparait derrière les poncifs des oraisons funèbres officielles : comment le monde pourrait-il se libérer d'Auschwitz, du fardeau de l'Holocauste ?

Je ne pense pas que poser cette question relève nécessairement d'une intention indigne. Ce désir serait plutôt naturel ; les survivants eux-mêmes ne désirent pas autre chose. Quoi qu'il en soit cependant, les décennies m'ont fait comprendre que le chemin de la libération passe nécessairement par la mémoire. Mais les modalités de la mémoire elle-même sont diverses. L'écrivain espère que la représentation exacte qui le mène à parcourir de nouveau les sentiers de la mort le fera parvenir en fin de compte à la forme la plus noble de la délivrance, à la catharsis, qu'il pourra aussi offrir en

partage à son lecteur. Combien d'œuvres de cette nature ont-elles vu le jour dans les décennies passées ? Mais on compte sur les doigts des deux mains les écrivains qui ont pu tirer de l'expérience de l'Holocauste une grande littérature, qui s'adresse vraiment au monde entier. Les Paul Celan, Tadeusz

¹ Imre Kertész est né en 1929 à Budapest, où il réside et écrit en hongrois. Juif, il fut déporté à Auschwitz en 1944 et réussit à survivre. Ses écrits sont souvent nourris de cette expérience. En France, les éditions " Actes Sud " ont publié en traduction trois de ses livres, dont *Kaddish pour l'enfant qui ne naîtra pas* et, dernièrement, *Chronique d'une métamorphose*.





Borowski, Primo Levi, Jean Amery, Ruth Klüger, Claude Lanzmann, Miklos Radnoti sont des cas rarissimes.

Il est bien plus fréquent que l'on dérobe l'Holocauste à ses dépositaires, pour en faire de la pacotille. Ou encore pour l'institutionnaliser, lui prescrivant un rituel moral et politique, lui fabriquant un langage – souvent faux – et en imposant même des mots destinés à susciter chez le lecteur-auditeur un “réflexe de l'Holocauste”. Bref, on l'aliène de toutes les manières, possibles et impossibles. On apprend au survivant comment il *doit* penser ce qu'il a lui-même vécu, sans se soucier de l'écart entre cette pensée et son vécu réel. Peu à peu, le témoin fidèle devient un obstacle, un personnage à éviter, et c'est Jean Amery qui aura eu finalement raison : “ C'est nous, les victimes, qui serons les véritables réactionnaires anti-historiques au sens strict du terme, incorrigibles et inconciliables, et le fait que certains d'entre nous sont malgré tout restés en vie sera considéré comme un incident technique, un accident ”.

Un conformisme, un sentimentalisme de l'Holocauste s'est ainsi formé, un canon avec ses tabous et son univers de discours rituel. Avec des produits d'Holocauste, spécialement fabriqués pour la consommation de l'Holocauste. Avec aussi la négation d'Auschwitz. On vit même apparaître le personnage de l'escroc d'Auschwitz : nous connaissons aujourd'hui un gourou de l'Holocauste, comblé de prix littéraires et humanitaires, qui conte, en témoin direct, son indicible expérience d'enfant de trois ou quatre ans au camp d'extermination de Majdanek. Qu'importe si on a découvert incidemment qu'entre 1941 et 1945 il n'a guère quitté son foyer bourgeois en Suisse autrement que pour des promenades en poussette. Nous vivons désormais dans l'absurde cacophonie du kitsch dino-saurien de Spielberg, et du débat stérile sur le monument de l'Holocauste à Berlin. Vous verrez, le temps viendra où le “ parc de l'Holocauste ” de Berlin, équipé de son terrain de jeux, accueillera les Berlinoises et les visiteurs étrangers (je songe surtout aux groupes de consciencieux touristes japonais), qui se plongeront dans des méditations philosophiques au milieu du vacarme de la circulation, pendant que le témoin numéro 48239 de Spielberg susurrera – ou hurlera – à leur oreille le récit de ses souffrances (Lorsque je songe aux équipements que l'on pourrait installer sur ce terrain de jeux offert, d'après le concept publié récemment dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, par les enfants juifs assassinés à leurs copains berlinois inconnus, ce qui me vient à l'esprit – je n'y peux rien, c'est sans doute mon imagination déformée à Auschwitz – c'est la “ balançoire de Boger ”. Ce dispositif, révélé lors du procès des gardiens d'Auschwitz à Francfort, permettait à son inventeur, l'ingénieur sous-officier SS Boger, de ligoter sa victime la tête en bas, de façon à offrir la partie inférieure du corps au libre jeu de son esprit sadique).

Oui, les survivants regardent, impuissants, comme on les dépouille de leur unique bien : leur vécu authentique. Je sais bien que beaucoup me désapprouvent lorsque je traite de kitsch “ La liste de Schindler ” de Spielberg. On dit que Spielberg a rendu un service signalé à la cause, puisque son film a attiré au cinéma des foules de gens qui seraient restées autrement

indifférentes à l'Holocauste. C'est peut-être vrai. Mais moi, ayant survécu à l'Holocauste et aussi à d'autres expériences de terreur, pourquoi devrais-je me réjouir de ce que de plus en plus de gens verront sur l'écran ces événements – *falsifiés* ? Il va de soi que le cinéaste américain, qui n'était d'ailleurs pas né à l'époque de la guerre, n'a aucune idée – et ne peut en avoir – de la réalité d'un camp de concentration nazi. Mais alors, pourquoi se donne-t-il tant de mal pour filmer cet univers qu'il ignore, s'efforçant de le rendre authentique dans les moindres détails ? Pour moi, le message essentiel du film en noir et blanc de Spielberg est dans la scène finale, filmée en couleurs, de la foule victorieuse. En revanche, je considère comme kitsch toute représentation qui n'implique pas les considérables conséquences éthiques d'Auschwitz, toute représentation selon laquelle l'Homme – avec une majuscule – et la notion même de l'Humanité auraient pu sortir d'Auschwitz sains et saufs. Car, s'il en était ainsi, on ne parlerait pas plus aujourd'hui de l'Holocauste que d'un souvenir historique lointain, telle par exemple la bataille d'El-Alamein. Et je considère également comme kitsch toute représentation qui n'est pas capable de – ou disposée à – percevoir le lien organique entre la possibilité de l'Holocauste et notre vie publique et notre vie privée dénaturées ; qui s'efforcerait donc ainsi d'expulser l'Holocauste du champ de l'expérience humaine, de le rendre étranger à la nature humaine. Et c'est du kitsch encore lorsqu'on réduit Auschwitz à une simple affaire entre Allemands et Juifs, à une sorte d'incompatibilité entre deux communautés, lorsqu'on fait abstraction de la nature politique et psychologique des totalitarismes modernes, limitant Auschwitz aux groupes directement concernés, sans le voir comme une expérience universelle. Et en plus, bien évidemment, je considère comme kitsch tout ce qui est kitsch.

Je n'ai pas dit encore que, depuis le début, je parle en fait du film de Roberto Benigni, *La vie est belle*. À Budapest, d'où j'écris, le film n'est pas (encore) projeté. S'il sort un jour, il ne suscitera probablement pas de débats comparables à ceux de l'Europe occidentale ; ici, c'est d'une manière différente qu'on se tait au sujet de l'Holocauste, ou qu'on en parle quand il n'y a pas moyen de faire autrement. Ici, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à ce jour, l'Holocauste est un sujet “ délicat ”, entouré de remparts de tabous et d'euphémismes, qui le protègent d'une mise en lumière brutale.

On peut donc dire que j'ai vu ce film, en cassette vidéo, d'un œil naïf. Je ne connaissais pas le fond du débat en Occident, je n'ai pas lu les textes et, à dire vrai, je n'imaginais pas en quoi ce film pouvait être sujet à controverse. J'imagine que c'est encore le cœur des puritains, des dogmatiques, des accapareurs de l'Holocauste qui a donné de la voix : “ Est-il possible ? Est-il permis de faire ainsi ? ” Avec de l'humour, en utilisant les ressorts de la comédie. C'est, sans doute, ce que disent ceux qui ont vu le film avec les œillères de l'idéologie (et donc, qui ne l'ont pas vu), et qui par conséquent n'ont rien compris, pas un mot, pas une image.

Ils n'auront pas compris surtout que l'idée directrice de Benigni n'est pas comique mais tragique. Certes, tant le propos que le personnage de Guido tardent un peu à se révéler. Durant les



La Mémoire

premières vingt ou trente minutes nous sommes dans le cadre d'une vieille comédie burlesque. Ce n'est que plus tard qu'on prend conscience à quel point ce prélude, absurde en apparence, fait partie intégrante de la dramaturgie du film – et de la vie. Et c'est quand les pirouettes du personnage principal deviennent insupportables qu'apparaît progressivement le magicien, sous le masque du clown. Il lève sa baguette et, à partir de là, tout est transfiguré, chaque plan, chaque mot. Dans la brochure qui accompagne la cassette, on lit que les auteurs du film ont tout fait pour respecter la réalité quotidienne du camp, l'authenticité des objets et des accessoires. Par chance, ils n'ont pas réussi. Certes l'authenticité tient aux détails, mais pas nécessairement à la ressemblance physique. Le portail du camp dans le film ressemble à l'entrée de Birkenau à peu près autant que le bateau de guerre de Fellini dans *E la nave va* ressemble au navire-amiral de la flotte de guerre d'Autriche-Hongrie. Il s'agit ici de tout autre chose : c'est l'esprit, c'est l'âme du film qui est fidèle, et il nous touche par le charme le plus ancien qui soit, celui du conte.

Ce conte, à première vue, peut paraître assez niais. Guido veut faire croire à son petit garçon, Giosuè, qu'Auschwitz n'est qu'un jeu. Chaque épreuve surmontée rapporte des points et celui qui en aura le plus à la fin gagnera un vrai tank. Mais, dans ce mensonge, ne reconnaissons-nous pas un aspect fondamental de la réalité ? La puanteur de la chair brûlée nous donnait la nausée, et cependant nous ne pouvions croire que cela fût vrai. On préférerait se laisser aller à des pensées plus rassurantes, qui pourraient aider à survivre. La promesse d'un "vrai tank" faite à un petit garçon peut s'apparenter à de telles pensées séduisantes.

Il y a dans le film une scène mémorable. C'est le moment où Guido joue l'interprète et traduit pour les occupants de la baraque, mais surtout pour son fils de quatre ans, le discours du sous-officier SS quand celui-ci énonce le règlement. Cette scène véhicule des éléments impossibles à transcrire dans le langage rationnel ; elle nous dit en même temps tout sur l'absurdité de cet univers atroce, mais aussi sur la force inébranlable de l'âme d'un homme impuissant et vulnérable qui doit affronter cette absurdité. Aucune gigantomanie dans ce film, aucune insistance pénible ou sentimentale sur les détails, point de didactisme. Tout est si clair, si simple, qu'on en a des larmes aux yeux. La dramaturgie du film fonctionne avec la précision limpide des bonnes tragédies. Guido doit mourir exactement comme il meurt, et au moment où il meurt. Avant de mourir – et nous savons déjà combien la vie est pour lui belle et précieuse – il envoie encore une grimace chaplinesque pour rassurer son fils qui le regarde de sa cachette. Le goût sûr de l'auteur, son style sans défaut, font que nous ne voyons pas cette mort. En revanche, la courte rafale de mitraillette joue un rôle essentiel, foudroyant, dans la dramaturgie. Et le "gros lot" de la "partie" finit par arriver : un "vrai tank" roule vers le petit garçon. Mais le deuil du jeu gâché a déjà envahi le conte. Ce jeu, nous le comprenons, se nomme civilisation, humanité, liberté – tout ce que l'homme avait auparavant considéré comme des valeurs. Et lorsque, dans les bras de sa mère retrouvée, l'enfant s'écrie "Nous avons gagné !", son cri prend, dans la puissance du moment, la valeur de tout un poème de deuil.

J'apprends que Benigni, l'auteur du film, est né en 1952. Il représente une nouvelle génération qui affronte Auschwitz, qui a la force et le courage de revendiquer cet héritage funeste. ■

La mémoire juive à Varsovie

Carol Mann

Depuis une dizaine d'années la capitale polonaise a érigé nombre de monuments pour marquer les hauts lieux de l'existence et de la mort des quelque 320 000 juifs confinés dans le ghetto. De la présence d'une population juive depuis 500 ans et de son importance numérique (la deuxième après New York en 1939, avec 380 567 personnes), la ville de Varsovie, et les représentants de sa communauté juive, ont choisi de commémorer surtout sa destruction. Des traces physiques des bâtiments sont rares, il ne reste que des pans de murs, de rares immeubles et une seule synagogue, mais il est vrai que la totalité de la ville a été systématiquement détruite par les Nazis. La reconstruction des quartiers anciens de la vieille ville (Stare Miasto) a été organisée avec soin dès 1945, les églises, les places, les châteaux sont réparés, reconstitués comme pour estomper les ravages de la guerre. Un luxueux album de photographies¹ montre les différents quartiers réduits à l'état de gravats et de terrains vagues, et leur reconstruction. Et pas une page sur ce qui fut le quartier juif.



Tombe juive du cimetière de Varsovie

¹ Olgierd Budrewica : *Jest Warszawa*, Varsovie 1997.



Holocaust Tours en Pologne

Depuis la fin du communisme, on assiste à la reconnaissance graduelle en Europe de l'Est de la spécificité du sort des Juifs sous l'occupation. Alors que, jusqu'à des années récentes, les guides à Auschwitz ne parlaient que des victimes polonaises, les publications destinées aux touristes évoquent aujourd'hui la mort de trois millions de Juifs. Les séjours réguliers de touristes américains et israéliens d'origine polonaise ont certainement contribué à un mode de reconnaissance officielle, d'autant plus qu'ils constituent une bonne partie des visiteurs à Varsovie qui n'a, somme toute, pas grand chose à offrir à des touristes. Plusieurs associations servent ces besoins à travers la Pologne, où de véritables « Holocaust tours » s'organisent.

À Varsovie, *Our Roots* propose des visites du ghetto, avec une soirée au théâtre juif et un dîner dans un restaurant « typique », *Pod Samsonem*, où l'on sert de du pâté de foie de volaille à la juive, et des côtes de porc. Au Marché aux Puces, on vend à des prix faramineux toutes sortes de souvenirs des ghettos polonais, voire des camps de concentration.

La saison 1997-98 du Théâtre Juif de Varsovie (qui se veut la renaissance du fameux « Yiddish Theater ») présenta un spectacle intitulé *Un miracle a eu lieu*. Nous assistons à la vie au shtetl, suivie de saynètes dans le ghetto pour finir par une apothéose en Terre Promise ; avec de jeunes sabras vêtus de curieux accoutrements bleu et blanc. Le tout par le biais de chansons traditionnelles, sans le moindre dialogue. Le message



Ruines de la prison de Pawiak (photo J. B.)

semble clair : après son extinction en Pologne, le seul endroit possible pour le peuple juif c'est Israël..., à condition de parler l'hébreu moderne et de savoir monter sur un chameau. L'illustration du programme montre une scène de ville, dominée par un temple vaguement salomonique, façon jeux vidéo. Les chanteurs – de jeunes polonais, sans doute catholiques pour la plupart – passent gaiement du yiddish à l'hébreu, des guenilles sombres à la tenue de plage. Le shtetl sur la scène est une abstraction folklorique (à grands renforts de hassidim barbus en haillons) inspirée du *Fiddler on the Roof* dans sa version de Hollywood, où un monde fossilisé est présenté comme une évocation quasi historique.

L'univers yiddish a été irrévocablement anéanti pendant la Shoah ; avant la guerre déjà le shtetl raconté par Sholem Aleichem et Singer ou peint par Chagall avait disparu pour ne subsister que dans la référence sentimentale. Aujourd'hui, sur la scène polonaise, c'est la mémoire de ce souvenir déformé jusqu'à la caricature qu'on l'on veut perpétuer. Toute la vitalité de la culture juive de l'entre-deux-guerres se trouve par ce fait obliérée, censurée.

Les juifs et la modernité

Toute culture traditionnelle ne survit qu'à condition d'une interaction continue avec le monde moderne². Le « Yiddish Theater » des origines a toujours maintenu ce jeu de liens, d'où son succès dans toute la population juive, des plus pratiquants aux athées militants. Dans les sept théâtres où l'on pouvait entendre des pièces en yiddish avant guerre³, le répertoire comprenait plus souvent Shakespeare, Strindberg ou l'avant-garde européenne que l'évocation d'un monde archaïque qu'on s'efforçait d'oublier.

Le rapport intense entre la population juive et l'avant-garde culturelle et politique est essentiel. Depuis le milieu du XIX^e siècle les Juifs avaient été impliqués dans toutes les luttes nationales contre les Empires à travers toute l'Europe de l'Est et les Balkans. On ne dit pas assez à quel point l'antisémitisme a été, depuis la montée en Europe des prises de conscience nationale au début du XIX^e siècle, une lutte contre la modernité. Que dire de l'archaïsation des représentations de la tradition juive en Pologne d'aujourd'hui ?

Le plus frappant, c'est que sur les premiers monuments publics comme celui du Ghetto, érigé en 1948, la lutte avait constitué le thème à commémorer, même si sur la face arrière, en bas-relief, était montrée la procession des victimes. Au fil des ans, ce qui avait été la toile de fond de ce soulèvement viendra à constituer l'essentiel de la mémoire. Et c'est l'État d'Israël qui, seul, aura l'autorisation de symboliser les luttes du peuple juif, comme si la vie de Diaspora n'était autorisée à se représenter que dans le rôle de victime perpétuelle.

² Voir l'analyse pertinente qu'en fait Albert Doja : « Évolution et folklorisation des traditions culturelles », *East European Quarterly*, March 1998.

³ Les théâtres Kaminsky (le seul théâtre juif reconstruit aujourd'hui porte ce nom), l'Elyseum, le Central, l'Eldorado, le Venus, la Scala et le Nowosci ; voir Ron Nowicki : *Warsaw, the Cabaret Years*, San Francisco 1992 p. 60 et suivantes.



La Mémoire

Un archaïsme obligatoire

Pourquoi cette évacuation voulue de la lutte de la modernité ?

Par certains aspects, la démarche actuelle (notamment celle du théâtre) s'apparente à celle qui a été en vigueur dans tout le monde communiste – héritage du colonialisme impérial de la fin du XIX^e siècle. La gestion de la culture autochtone par le pouvoir colonisateur se devait de ménager en apparence les sensibilités locales, tout en les dévitalisant. Les ethnographes et les musicologues ont fait partie de la machine bureaucratique du pouvoir – chez les Habsbourg comme chez les communistes. Ainsi la sauvegarde du folklore a le plus souvent servi à affaiblir les peuples dont on prétendait préserver les traditions. Depuis la fin du siècle dernier (et en ce qui concerne la Pologne, surtout depuis 1945) les spectacles de danses et chants folkloriques, les musées dédiés à la vie rurale, un certain réalisme populiste mettant en scène des paysans héroïques, etc. ont servi à cautionner les systèmes les plus réactionnaires et les plus violents. Si l'on oblige une tradition à ne regarder que vers le passé pour son renouveau et son auto-cautionnement, il est évident qu'aucun apport extérieur ne viendra la vivifier. Les partis xénophobes, de la Pologne jusqu'en Israël, sans oublier la France ou l'Autriche, se parent d'oripeaux folkloriques pour se constituer des lettres de noblesse. Le judaïsme présenté uniquement sous l'angle folklorique interdit l'étude des courants plus contestataires – tels que le Bund, par exemple, qui aurait pu constituer un exemple trop dangereux, tant pour le pouvoir communiste que pour les dirigeants d'aujourd'hui.

Dans les représentations actuelles, la commémoration de la vie juive en Pologne a été récupérée pour servir de garant du bon fonctionnement de la démocratie. En attendant, les touristes septuagénaires de Miami sont enchantés, eux, et chantent *Yiddishe Mame* en chœur avec les artistes. Il est vrai que les descendants des grandes vagues d'immigration juive vers les États-Unis à partir de la Russie et de la Pologne ont sans doute envie de retrouver des références sentimentales au « Old Country » de leurs aïeux, ce qui arrange tout le monde.

Les organisateurs s'enhardissent : ainsi un tour operator à Cracovie, qui se veut aussi salon de thé et centre culturel dans l'ancien quartier juif de Kazimierz, propose un tour de la ville sur les pas de Schindler (*sic*), de la véritable (*sic*) gastronomie juive – ou alors une visite à Auschwitz-Birkenau. Au choix. Une industrie de la mémoire s'est établie en Pologne : on propose d'ériger un mémorial à telle ou telle communauté juive exterminée, une façon, comme dit James E. Young, de vendre « la mémoire de l'absence »⁴. Les fonds sont rassemblés et servent à financer monument, matériaux, négociants avoisinants, etc. On termine par une invitation en bonne et due forme en direction des donateurs, et puis le mémorial est inscrit dans un circuit qui ne cesse de s'agrandir. Une démarche de même genre se fait pour la sauvegarde des cimetières juifs.

Le patrimoine juif, plus-value en Pologne aujourd'hui

Si la présence juive a été minimisée jusqu'au dégel du communisme, il est permis de se demander quelle est la nature de ce revirement apparent; et quel est le judaïsme qu'on cherche à célébrer par ces présentations culturelles officielles.

D'un point de vue tout à fait cynique, on peut dire que la Pologne, entrée dans l'économie de marché, exploite cette source de dollars providentielle. Intérêt mercantile, mais aussi capital symbolique, dans les termes de Bourdieu, repensé dans le cynisme le plus total. Comment équilibrer un antisémitisme notoire (jusque dans les propos de Lech Walesa et du Cardinal Glemp) et une image plus positive, rassurante pour les touristes américains ?

Ce n'est pas tout à fait le même antisémitisme qu'à l'époque communiste. Dès 1982, les commémorations du soulèvement du ghetto servirent d'occasions de ralliement à Solidarnosc⁵



Monument sur l'Umschlagplatz, mur arrière (Photo J.B.)

comme si Lech Walesa et consorts avaient choisi de privilégier l'identité polonaise (plutôt que juive) des résistants du ghetto. Remodelage de l'histoire qui n'a guère engendré de réflexions sur l'insuffisance notoire de l'aide de la Résistance à la lutte du ghetto.

Cette mémoire s'est révélée rentable à la fois financièrement et moralement, puisqu'elle a été constituée en patrimoine polonais. Capital symbolique positif, certes, mais avec comme une interdiction d'aller par-delà le symbole jusque dans la vie réelle. La place des Juifs est dans les (bonnes ou mauvaises) consciences enfermée derrière un mur métaphorique, comme dans un ghetto sépulcral. C'est, néanmoins, un lieu de contradictions douloureuses, et l'ombre portée de l'absence des Juifs ne fait que croître depuis quelques années. Dans les années 90, les publications polonaises sur les Juifs sont légion ; depuis 1995, deux volumes historiques ont été édités pour les

⁴ James E. Young : *Texture of memory. Holocaust memorials and meaning*, Yale, USA, 1993 p. 207.

⁵ James E. Young : *op. cit.*, p. 176.



classes terminales des lycées. Mais la place dévolue à la remise en question du rôle des Polonais reste restreinte, et un travail en profondeur reste à faire.

Cartes postales

La renaissance du peuple et de la culture juive est tacitement tolérée mais ne fait pas partie de la symbolique de la médiatisation ou des monuments récents. Commençons par un examen des cartes postales en vente. Si celles de Varsovie montrent des lieux de promenade, les sites que l'on voudrait touristiques, celles destinées aux visiteurs juifs représentent des monuments commémoratifs. Ainsi, celle éditée par Rainbow Art. Sur la même carte, le monument de Umschlagplatz, celui du bunker de Mordechai Anielewicz, et celui dédié à l'Insurrection. Et deux vues de la synagogue (vide) et du cimetière (plein). Un texte minimal en polonais, anglais, allemand et russe.

L'histoire s'y télescope dans les légendes : *Umschlagplatz of the Ghetto, Inside the Synagogue, Anielewicz Bunker, Jewish cemetery, Ghetto Heroes monument*. En allemand et en russe, le texte est sensiblement le même, sauf qu'en russe le mot *platz* qui indique ici lieu plutôt que place est promu *ploshchad*, place (dans le sens « Place Rouge », *Krasnaïa ploshchad*). *Umschlag*, partie du mot allemand « transbordement », devient ici un nom propre. Mise à distance de l'événement par un détournement sémantique, tout comme l'herbe et la mosaïque des squares propres qui entourent dans les colonies⁶ les monuments aux autochtones héroïques (puisque morts).

Bien entendu, les acquéreurs de la carte connaissent les événements et comprennent les évocations. À eux d'identifier les images, de combler le non-dit des légendes, voire de les rectifier. Aucun nom d'artiste ne figure sur la carte. Le nom du monument de 1948 ne fait aucune référence à son objet, à la commémoration de l'insurrection elle-même.

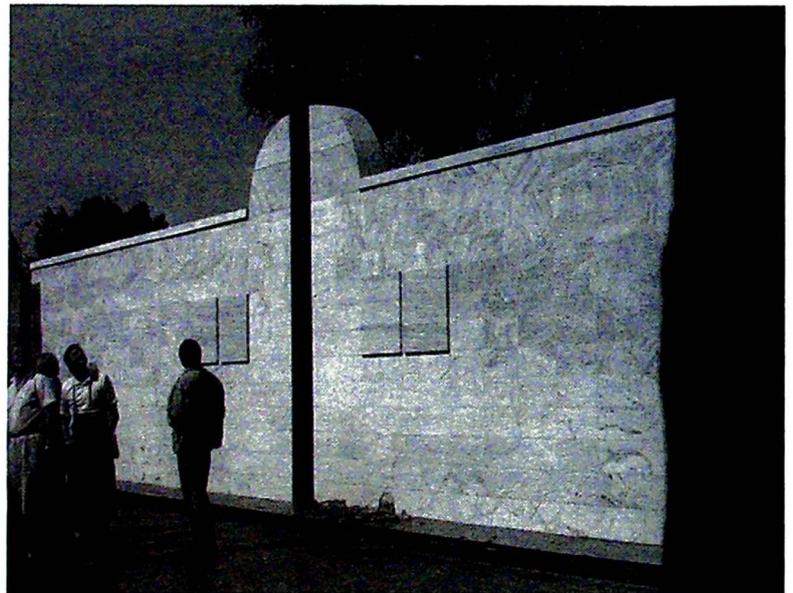
À quelques mètres de là, le premier monument, plus simple et peu visité aujourd'hui (et ne figurant pas sur les cartes postales ni les guides), datant de 1946, fait état de ceux qui sont morts « pour la dignité et la liberté de la nation juive, de la Pologne libre et pour la libération de l'homme ». Ce monument avait été érigé par les survivants juifs revenus à Varsovie – d'où la présence de la lettre hébraïque *Beth*, pour *Berechit*, le premier mot de l'Ancien Testament, qui signifie « au début », histoire de signifier le début d'une nouvelle ère, marqué par le retour des survivants.

L'histoire a montré que ce début a été difficile, pour ne pas dire rendu impossible par la population polonaise. L'année même de ce monument, le pogrom de Kielce fut organisé contre les malheureux qui tentaient de revenir « chez eux ».

⁶ Par exemple dans les colonies hollandaises du sud-est asiatique. Voir l'analyse passionnante qu'en fait Benedict Anderson dans *Imagined Communities, Reflections on the origin and spread of nationalism* Verso 1991 p. 181 et suivantes.

Entre reliques et monuments

Les monuments actuels sont d'une toute autre nature et ne sembleraient être porteurs d'aucun avenir. C'est particulièrement le cas pour celui consacré à l'Umschlagplatz. Sa construction en 1988 est contemporaine d'une série de bornes commémoratives façon « chemin de croix » placées suivant un itinéraire dans l'ancien ghetto, qui comportent les noms de ses plus illustres morts. L'emplacement et l'ordre de ces blocs de granit ne sont pas toujours compréhensibles, d'autant plus que des fragments de la ville qui subsistent encore ne sont pas marqués de façon visible : c'est le cas pour le pan du mur de ghetto au 55 rue Sienna.



À l'intérieur du monument sur l'Umschlagplatz (Photo J.B.)

L'Umschlagplatz était une gare de tri d'où on emmenait les Juifs du ghetto pour Treblinka. Quelque 310 000 personnes sont passés par ce lieu effrayant. Comme l'explique l'écrivain polonais J.M. Rymkiewicz, il lui a été difficile d'établir son implantation exacte, puisque ce lieu figure sur les plans comme un petit rectangle placé près de l'embranchement des lignes ferroviaires. Au fil d'un récit admirable qui tient du roman, du témoignage, de la recherche historique la plus méticuleuse, il reconstitue les lieux et leur terrible résonance⁷ : *C'est là que l'histoire des Juifs polonais a pris fin ou plus exactement qu'elle s'est immobilisée. Il a même pu sembler que, là précisément, elle était arrivée à son terme.*

Rymkiewicz s'étonne de ne pas avoir trouvé une histoire exacte de ce lieu et entreprend d'en reconstituer le plan, avec l'aide de survivants. Il s'avère que l'Umschlagplatz se trouvait entre les rues Zamenhof, Niska et Stawki. Or le monument actuel est décalé vers le nord-ouest, placé sur un angle de rue, entre les rues Dzika et Stawki, dans le prolongement de la rue

⁷ J.M. Rymkiewicz, *La Dernière Gare, Umschlagplatz* (traduit du polonais), Paris R. Laffont 1989.



La Mémoire

Karmelicka. De cette inexactitude, il n'en est nulle part question, les guides brouillent les pistes, mêlant l'évocation symbolique du monument à la véracité des lieux. On pourrait arguer que l'emplacement du monument a été dicté par l'urbanisme. L'ouverture à droite laisse passer des voitures en direction d'un parking, sans doute une concession obligatoire au confort des habitants qui ont à subir ces assauts simultanés de la mémoire et du refoulé.

Le monument est constitué de pans de murs de marbre blanc traversés d'une rayure noire pour évoquer le *talith*, le châle de prière. À l'intérieur sont gravés quelque trois cents prénoms. D'autres monuments de même nature comportent les noms complets de victimes : ainsi, le mémorial situé à Carpi commémore les déportations qui ont eu lieu dans le camp de transit de Fossoli, à quelques kilomètres. 37 000 noms ont été inscrits sur les voûtes du Palazzo Pio. La synagogue Pinkas à Prague comporte elle aussi les 77 000 noms des Juifs de Bohême et de Moravie. Il n'y avait pas assez de place sur les murs de Varsovie pour graver les noms de tous les assassinés – dont on ne connaît d'ailleurs pas toujours l'identité. Ne fallait-il pas le rappeler ? À l'entrée, un demi-cercle de marbre noir rappelle la forme des tombes juives et, par une ouverture, un arbre maigrelet représente le renouveau.

Dans la patrie du pape polonais, pas le moindre respect pour les reliques ou les sites historiques. Le dernier pan du mur du ghetto est coincé derrière une supérette au fond d'une cour bruyante. Aucune plaque ne vient indiquer son emplacement : il faut suivre les indications dans les guides américains. Et pourtant, c'est devant une muraille que les Juifs se lamentent depuis des siècles, non en souvenir des splendeurs révolues, mais pour pleurer la destruction et la dispersion d'Israël.

L'emplacement véritable du Umschlagplatz est sans doute caché sous du béton, comme les entrées du ghetto, elles aussi répertoriées mais non marquées. Mais quelle émotion de fouler les lieux de vérité ! C'est comme si la terre gardait une mémoire. Ainsi, l'expérience de se retrouver sur le site du 18 de la rue Mila au bunker de Mordechai Anielewicz et de ses compagnons résistants qui s'y donnèrent la mort plutôt que de se rendre. Bande d'adolescents fous qui avait tenu en joue l'armée la plus puissante au monde, dont les noms sont gravés sur un rocher qui leur sert de mémorial.

Umschlagplatz : un mémorial pour mieux oublier

Certes, le ghetto n'existe plus, pas plus que le reste de Varsovie, mais outre les noms anciens qui ont été préservés sur un tracé très approximatif des rues anciennes, on trouve à même le sol des vestiges indiquant l'emplacement des immeubles disparus, sortes de strates de vie horizontales, desquamation d'un épiderme urbain. Près de la prison Pawiak, dans une cour où les enfants jouent au basket, le sol est traversé de pierres qui témoignent de la présence de maisons rasées. Parmi les herbes sauvages, surgit le périmètre d'une ville plus réelle et vibrante que les cubes en béton qui sont venus s'entasser dans les années cinquante dans cette approximation urbanistique sans âme. Ce tracé, on le suit comme le Petit Poucet retrouvant ses cailloux

le long de l'alignement originel des rues qui vont de l'ulica Sienna à l'ulica Stawki et à Umschlagplatz.

Quelle peut-être la signification du monument à Umschlagplatz si aucun nom de personne véritable n'y figure et si son emplacement ne correspond pas au lieu où se sont déroulés les faits ? Il est réduit à son esthétique (très forte, du reste) et à sa valeur métaphorique. Là aussi on pourrait se dire que l'esthétique suffit à elle-même – à condition d'avoir les clefs pour interpréter l'œuvre. Le travail d'artistes contemporains tels Jochen Gerz, Vostell ou Christian Boltanski, qui prennent la Shoah comme thème, est-il compréhensible en dehors du cadre conscient de leurs références ? C'est bien la différence entre un lieu de mémoire et une œuvre d'art dont elle s'inspire. Un guerrier iroquois ou tutsi visitant Auschwitz n'aurait aucun mal à comprendre ce qui s'y est déroulé, alors qu'une visite dans nos musées lui demanderait toute une éducation à la culture occidentale.

Le problème avec le monument à Umschlagplatz, c'est qu'on voulut ériger là un monument qui confonde la mémoire et l'histoire dans un périmètre précis. La démarche s'apparenterait à celle d'un monument au soldat inconnu. Ce ne sont jamais des sépultures de personnes réelles (bien que des noms de morts locaux y soient souvent gravés), et ils sont généralement érigés sur des places publiques. Faut-il y voir donc un monument au Juif errant inconnu, ou alors au Juif générique typifié par un prénom ? Or, à côté de Sarah et de Benjamin, on trouve Adolphe ou Christine... On le sait bien, les Juifs sont sur les murs à Varsovie, plutôt que dans ses rues.

Si un monument au soldat inconnu sert à l'édification patriotique des foules, leur enseignant qu'il est honorable, voire désirable de mourir pour la patrie, *quid* de Umschlagplatz ? Réduite à son esthétique, cette sculpture transmute le massacre en holocauste véritable, en sacrifice au nom d'une cause divine, ce que ce génocide ne sera jamais. Comme dans l'art baroque, chaque visiteur enfermé dans ces murs étincelants peut revivre le martyr fondateur et s'y identifier. On peut se demander si le message serait qu'ici le seul destin convenable du juif polonais, c'est la mort – mais alors sans même la rémission du souvenir précis. Annulation simultanée du passé et du futur. Les juifs polonais d'aujourd'hui sont tout au plus les archivistes de leurs propre histoire, au nom du « *Zakhor* », l'injonction juive de se souvenir. Le pire, c'est que, inconsciemment, ils semblent avoir intériorisé à Varsovie ces nouvelles définitions jusqu'à les faire leurs. Lapsus freudien si l'on veut, le guide de *Jewish Warsaw*, édité par l'association juive *Our Roots*, comporte une jaquette d'un jaune sinistre, avec aux quatre coins des étoiles de David en noir...

Un changement s'opère néanmoins dans les consciences aujourd'hui, tandis que certains Polonais découvrent, sur le lit de mort de leurs parents, qu'ils sont Juifs en réalité, adoptés et cachés durant la guerre. La complexité des monuments de Varsovie, et même le souci mercantile qui les accompagne, témoignent des douloureuses contradictions qui continueront longtemps à marquer la société polonaise... ■

* Arno J. Mayer : « Les pièges du souvenir » in *Esprit*, Paris, juillet 1993, p. 45.



LA BÊTE EST REVENUE...



Nous empruntons la légende de ce dessin à Pierre Perret, qui eut le mérite de rappeler que la vigilance républicaine est le devoir de tous... La venue du parti de Jörg Haider au pouvoir en Autriche a été longuement analysée par Rita Thalmann dans notre numéro 12. Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Après la réaction vigoureuse suscitée en Europe par cette « première » politique, on peut craindre que l'usure du temps et une sorte d'accoutumance épointent progressivement la réprobation européenne et qu'on assiste à un effritement du cordon sanitaire posé par l'UE. Il faut que les citoyens rappellent en permanence à leurs représentants que nous ne nous habituerons jamais à "ça".



Les nouvelles de Sefarad

Nous sommes informés par *La Lettre Sepharade*, dans son numéro 34, que les hispanophones et leurs amis se réuniront, comme chaque année, pour une grande fête d'été, DJOHA, qui se déroulera comme l'an dernier à la Cartoucherie de Vincennes, au Théâtre de l'Épée de Bois, le dimanche 18 juin à partir de 13 heures. " Les Amis de La Lettre Sepharade " vous y conviennent, en signalant qu'on pourra déjeuner de spécialités sépharades avant d'assister à un spectacle, participer à des ateliers, rencontrer trois auteurs de livres et voir un téléfilm, *Le rêve d'Esther*. Il reste à espérer que *Diasporiques* vous parviendra à temps ; ce sera très juste !

Nous faisons appel à nos lecteurs d'origine non aschkenaze pour nous signaler les manifestations et les événements concernant leurs branches de la culture juive, afin d'équilibrer au mieux l'information qui actuellement fait, *volens nolens*, une part belle à l'Aschkenaz.

Le Yiddishland à la rencontre des Cévennes

À l'initiative de Lilian Bower-Gomes une rencontre interculturelle judéo-occitane se tiendra à Breau (pays de Vigan), dans les Cévennes, du 8 au 15 juillet 2000, dans une région qui fut parmi les lieux de refuge pour les Juifs sous l'Occupation. Inspirée par le succès du festival du cinéma juif à Douarnenez, en 1999, cette manifestation propose une semaine d'échanges intenses, avec dans la journée des ateliers

de travail sur des thèmes divers et des tables rondes, et en soirée du théâtre (musique, chants, contes, etc.). Une exposition artistique complètera l'ensemble. Renseignements plus précis, détails de l'intendance, inscriptions : chez Madame Lilian Brower-Gomes, au téléphone : 01 43 31 67 09, et par fax : 01 43 37 09 88.

Le Yiddishland à Paris

La périodicité de notre revue ne nous a pas permis de signaler à temps à nos lecteurs l'important colloque international organisé les 4, 5 et 6 juin à Paris par le Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme de Paris et la Bibliothèque Medem, sous le titre Yiddish ? Yiddish ! Colloque destiné à embrasser les divers aspects de la culture yiddish aujourd'hui. Nos lecteurs en avaient, nous l'espérons, été avertis par d'autres sources. Le prochain numéro de *Diasporiques* reviendra sur cet événement. Mais la saison " yiddish " du Musée ne se limite pas à ce colloque, et diverses manifestations se succéderont jusqu'en octobre 2000.

Encore le Yiddishland à Paris

De son côté, la Bibliothèque Medem, en association avec l'AEDCY, organise à Paris, du 17 juillet au 4 août 2000, une Université d'été de langue et de littérature yiddish. Pour les renseignements pratiques, on s'adresse à Annabel Abramowicz ou à Gilles Rozier, Bibliothèque Medem, tel. 01 42 02 17 08 aux heures de bureau ; fax : 10 42 02 17 04, ou à l'AEDCY : Blanche Belfer, tel. 01 42 71 30 07.

Qui était Gaston Crémieux ?

Les lecteurs de *Diasporiques* demandent périodiquement qui était Gaston Crémieux, dont le cercle éditeur de la revue porte le nom. Nous avons fait une note biographique dans le numéro 7 ; pour les nouveaux abonnés, voici quelques précisions. Gaston Crémieux était juif, laïque, de gauche et fédéraliste, caractéristiques qui nous le rendent proche. Il est né en 1836 à Nîmes, d'une famille juive du Comtat Venaissin, de ceux qui furent appelés " les Juifs du pape ". Il fit des études de droit, puis exerça le métier d'avocat et de journaliste politique à Marseille. Sous le second Empire il prit part au mouvement révolutionnaire lié à la Première Internationale, ce qui lui valut d'être emprisonné par Napoléon III. La République le libéra en 1870. Lors de la Commune de Paris, il devint communard, proclama en mars 1871 la solidarité de Marseille avec Paris révolutionnaire. Le drapeau rouge flotta



alors sur la préfecture de police. Cependant l'armée, fidèle aux Versaillais, reprend la ville sans combats dès avril 1871. Après l'écrasement de la Commune, Gaston Crémieux fut arrêté, emprisonné au Château d'If, condamné à mort et fusillé dans sa prison le 30 novembre 1871. Il commanda lui-même le peloton d'exécution. Adolphe Crémieux, plus connu ne serait-ce que par le décret qui avait donné aux Juifs d'Algérie la citoyenneté française, était un parent éloigné de Gaston ; il s'abstint d'intervenir en sa faveur lors de sa condamnation à mort.

Aujourd'hui, plusieurs rues portent son nom, à Marseille, à Evry, etc. Il symbolise les valeurs sur lesquelles les fondateurs du cercle se sont appuyés en 1967 pour créer un courant de pensée alors novateur, qui a trouvé depuis un large écho parmi les Juifs de ce pays. ■



Dans la tradition rabbinique...

Une Juive vient voir le rabbin avec un problème :

— Rabbi, a-t-on le droit de tuer une poule, alors qu'elle a des poussins ?

— Oui, la loi le permet.

— Mais peut-on le faire même s'il est sûr que, sans leur mère, les poussins vont crever ?

Le rabbin, qui n'avait pas envisagé le cas, demande à la femme de revenir le lendemain : il lui faut réfléchir, et l'aide de Dieu pour résoudre ce difficile problème moral.

Toute la nuit, le rabbin consulte le Talmud, sans trouver de réponse.

Le lendemain, la Juive fait irruption chez le rabbin, en pleurant :

— Rabbi, cette nuit le renard m'a tué et la poule et les poussins !

Et le rabbin soupire avec soulagement :

— Tu vois, femme, Dieu a donné la réponse !

Dans la synagogue, un hassid emporté par sa ferveur, prie de plus en plus fort, et finit par hurler sa prière-mélopie. Son voisin lui chuchote :

— Écoute, cesse d'engueuler le Tout-puissant ! Tu gagnerais plus par la douceur...

Deux marchands juifs se présentent devant le tribunal rabbinique pour un différend. Chacun des deux s'efforce de discréditer son adversaire par des calomnies et des faux témoins. À la fin, perdant toute retenue, ils hurlent :

— Voleur ! Mauvais Juif !

— Assassin ! menteur ! Pressureur des pauvres !

Le secrétaire du rabbin les calme :

— Sha ! Silence ! Par égard pour le rabbin ! Pas d'injures ici !

Et le rabbin de sourire :

— Pourquoi les fais-tu taire ? Ils nous ont menti trois heures durant, et là, enfin, ils disent la vérité...

Notre rabbin fait de vrais miracles ! Dernièrement, en se promenant au bord de la rivière, il a glissé dans l'eau... Le malheur, c'est que notre rabbin ne sait pas nager. Heureusement il avait dans la poche de sa capote deux harengs saurs. Sur le champ, il leur insuffle la vie et en les tenant par la queue, se fait remorquer jusqu'à la rive !

— Je ne crois pas à ces balivernes, tu as des preuves ?

— Les preuves ? vérifie toi-même : notre rabbin est toujours en vie...

Un jour, un pauvre Juif vient voir le rabbin. Il doit attendre deux bonnes heures avant d'être reçu : le rabbin est en conversation avec un Juif riche. Enfin le rabbin fait entrer le pauvre et, sans long discours, lui remet un petit pécule avant de le renvoyer. Le pauvre se plaint :

— Rabbi, vous avez parlé avec le riche durant deux heures, est-il juste de renvoyer le pauvre au bout d'une minute ?

— C'est qu'en une minute j'ai compris que tu n'avais pas le sou. L'autre a dû parler deux heures pour m'expliquer que lui non plus...

La loi anti-trust et le pays qui lui a donné le jour...

Ce qui arrive (peut-être) à Microsoft, et à son Bill Gates, fait réfléchir sur bien des choses.

Le libéralisme a compris un jour ses limites, et au commencement du xx^e siècle les États-Unis ont promulgué la loi Sherman, dite « loi antitrust », qui consiste à institutionnaliser la malédiction de Sisyphe : dans la lutte à mort entre les entreprises d'une même branche, lorsque à la fin l'une d'elles parvient à vaincre tous ses rivaux et à se hisser au sommet, au monopole, la loi antitrust se mêle soudain de cette foire d'empoigne et dépêche le vainqueur – afin de protéger le consommateur. Ce n'est pas arrivé très souvent, mais ce fut le sort de Standard Oil, (dont une partie est depuis devenue Esso), et aussi du géant de l'aluminium, Alcoa. Plus récemment, la société qui dominait les télécommunications, A.T.T., a eu des malheurs. Et voici que Bill Gates et son

Microsoft¹ sont menacés d'un *herem* semblable.

Le cyberworld frémit, tous retiennent leur souffle. Suite au prochain numéro... Mais si nous parlons aujourd'hui dans *Diasporiques* de cette loi Sherman, c'est parce que l'idée vient irrésistiblement de l'appliquer... aux États-Unis eux-mêmes. Connaissez-vous un cas plus flagrant de monopole abusif ? L'URSS disparue, la Chine toujours en attente et l'Europe qui se mord la queue et se cherche des puces – la domination américaine nous met en coupe réglée pour l'avenir prévisible. Le slogan « Ce qui est bon pour les États-Unis est bon pour le monde » gouverne désormais la planète. Et il s'agit bien d'un pouvoir économique, dont l'agitation politique n'est qu'une manifestation secondaire. Est-il vraiment nécessaire de développer

¹ Seul Microsoft risque le dépeçage, Bill Gates ne le serait qu'au figuré...

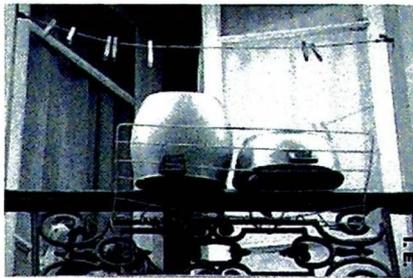
ce sujet, de prouver que le démantèlement du monopole US s'impose ?

Or, on aurait pu croire que les Pères Fondateurs de la nation américaine avaient prévu le cas : ils ont bâti les États-Unis sur le modèle d'une Union d'États autonomes : il n'y a plus qu'à découper en suivant les pointillés. Il n'est pas nécessaire, d'ailleurs, de dépecer le « monstre » en une cinquantaine de morceaux ; sur le plan pratique, il suffirait de donner leur indépendance à la Californie et au Texas pour rééquilibrer un peu l'économie mondiale. Allons, il est temps de lancer l'opération. Il devrait suffire d'introduire l'affaire, de porter plainte devant les instances compétentes. Alors, *Diasporiques* vous interroge : dites-nous qui est habilité à déposer un tel dossier, et devant quelle instance ? La bonne réponse vaudra un abonnement gratuit d'un an ! ■

J.S. Nakhlnik



Cuisine



Le grand gourmet et connaisseur français du début du xx^e siècle, Edouard

de Pomiane, a goûté toutes les cuisines, et les a commentées. En particulier, son ouvrage *Cuisine juive, ghettos modernes*, édité en 1929 par Albin Michel, est une source de joie et d'attendrissement pour le lecteur d'aujourd'hui, non seulement par les recettes qu'il livre, mais aussi par le côté ethnographique que l'auteur affectionne. C'est un voyage en Pologne et en ce qui est aujourd'hui la Lituanie qui a permis à Pomiane de récolter ses recettes. Il est clair donc que sa "cuisine juive" est par excellence celle des ashkénazes. Nos prochains numéros rétabliront l'équilibre avec les autres cuisines juives. Voici une des recettes de ce livre, celle de "l'omelette-boubele", c'est à dire d'un plat sucré qui est un dessert, et n'a avec "notre" omelette courante que les ingrédients en commun :

Boubele selon E. de Pomiane :

Prenez :

Trois œufs, 60 g de farine, 60 g de sucre en poudre, deux pincées de sel.

Avec ces éléments, confectionnez le gâteau de la manière suivante :

- Broyez les jaunes avec le sucre et le sel, dans un bol, à l'aide d'une cuillère, jusqu'au moment où la masse devient blanchâtre ;
- Ajoutez peu à peu la farine ; mélangez bien le tout ensemble ;
- Incorporez alors, d'une main légère, les blancs que vous aurez au préalable battus en neige ferme ;
- Versez le tout dans un moule à tarte, graissé à la graisse de poulet et saupoudré de chapelure ;
- Portez pendant une demi-heure dans un four doux. Démoulez. Laissez refroidir. Servez tel quel ou avec de la confiture.

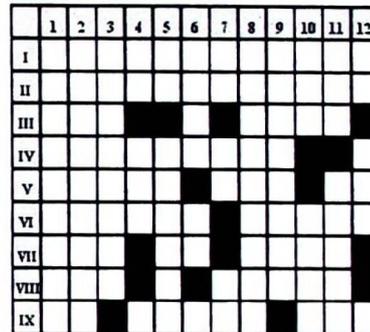
Commentaires : – on réussit aussi cette recette plus simplement à la poêle, à feu très doux.– La farine peut être remplacée par de la farine de matsot.– La confiture est quasi obligatoire pour que ça soit bon.– Le thé, lui, est obligatoire... ■

« Information »

S'il y a des lecteurs de *Diasporiques* qui observent la cachérouit, ils seront sûrement soulagés d'apprendre que le médicament parmi les plus courants, le "Doliprane", dans sa version effervescente, dont on use et abuse en cas de douleurs, est rigoureusement cachère pour Pessah. Si nous donnons ce renseignement, c'est que, au moment de la dernière Pâque juive, le très sérieux "Quotidien du Médecin" a dit le contraire, avant de rectifier quelques jours plus tard...

Mots Croisés

Diasporiques inaugure une nouvelle rubrique, que vous trouverez désormais régulièrement dans nos colonnes. Les lecteurs sont invités à nous envoyer leurs propres compositions, qui doivent s'efforcer d'évoquer des thèmes diasporiques !



Horizontalement

I - Pôle d'attraction de la dispersion

II - Les fruits de l'élection

III - Elle a son eau, son mode d'emploi, et bien d'autres attraits. Double la fin de la précédente

IV - Personnelles, ce sont des manières particulières de concevoir les choses

V - Racine culturelle du Sud-Ouest. Objet de la Nouvelle Ruée. Au bout du défi

VI - Est-il assez *caché* pour être *guefîlté* ? Retour rythmique des mêmes sons

VII - Va, dit le Pape à ses ouailles lorsque tout est fini. Description de son fils par une *yiddische mamma*. Quand canicule rime avec Libération

VIII - Plus bis que bis. La prochaine se fêtera outre-Méditerranée

IX - Qualifie la qualification. Mit sur son séant. Vers Jérusalem et la Mecque.

Verticalement

1 - Biologique ou culturelle, elle est la clef de notre avenir

2 - Les Juifs en ont une riche expérience historique

3 - Éblouir à l'excès

4 - Pronom qui réfléchit. Écrit comme ici sans *s* en constitue incontestablement un

5 - Porteur d'espairs et de désillusions. Leur forme domestique est tout aussi odieuse que leur forme publique, même si elle est habituellement moins sanglante

6 - Enlevai. Qualifie encore une fois la qualité

7 - Participe habituellement considéré comme gai. Anonyme. Prend tout son temps au Brésil

8 - Presque aussi parlant qu'errant

9 - Responsabilité printanière, nocturne et répétée des jeunes garçons

10 - Canton suisse. De la voix des jeunes garçons, un peu plus tard

11 - Triple objet d'une disparition. Même si elles sont souvent détournées de leurs dimensions culturelles par le culte, rien n'interdit de les "lire" d'un point de vue laïque

12 - Odieux souvenir. Odieux présent.



Le Cercle Gaston-Crémieux vous propose un atelier

Le livre de Bernard Wasserstein, qui vient de sortir aux éditions Calmann Lévy, présente le double intérêt de proposer une histoire remarquable, par sa concision et sa précision, des *Juifs d'Europe depuis 1945 : une diaspora en voie de disparition (Vanishing Diaspora) (180 F)*. Constatant par le menu la perte de substance du judaïsme européen, d'avancer une thèse un peu brutale mais pas invraisemblable : les Juifs d'Europe sont voués à disparaître rapidement. Cette thèse, qui attaque directement les « diasporistes », mérite d'être discutée de façon approfondie. C'est, après tout, de notre avenir qu'il s'agit. Publié il y a quatre ans en Grande Bretagne, ce livre avait provoqué de nombreuses polémiques dans les pays anglophones.

Nous vous convierons donc à un atelier autour de cet ouvrage, **organisé par le Cercle Gaston-Crémieux un samedi ou un dimanche de septembre, de 10 h. à 18h.**, dans la région parisienne (petit déplacement mais conditions agréables !). Les lecteurs de *Diasporiques* sont invités à y participer. Il y aura des conditions préalables :

1. Avoir lu le livre de référence et, si possible, d'autres ouvrages antérieurs (Friedmann, Marienstras...);
2. S'inscrire en avance, en téléphonant le soir au 01 39 59 10 40 ou en envoyant une télécopie au 01 39 59 23 52 (fin août) avec vos coordonnées. Dès que la date sera fixée, nous vous contacterons pour les modalités pratiques. Le nombre de participants sera limité à une vingtaine.
3. Apporter des victuailles pour un déjeuner en commun.

À bientôt.

Solution des

I	S	E		I	I	S	S	V		S	E	XI
	E	E	N	N	V		N		R	E	I	VII
	I	U	O	V		S	V		E	L	I	IV
S	E	S	I	M	E		R	E	U	T	I	VI
I	F		I	R	E	N	K	B	G	U	R	V
R			S	N	O	N	S	I	V	U	Q	IV
	E	I	E	I		V			E	I	V	III
S	E	S	U	R	E		T	I	V	N	I	II
S	E	S	U	Q	R	O	R	I	V	A	I	I
12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	

Mots Croisés

Sommaire

Editorial Républicains...	1
Interview : Mme Ruth Dreyfuss	1
L'actualité	3
Un révisonnisme trop occulte	
Message aux Israéliens et aux Juifs	
Le Débat	6
À propos de Thierry Jonquet (H. Razymow, M. Wieviorka, A. Seksig)	
À propos de Renaud Camus (S. Koster)	
Humeur (D. Rousset)	12
La culture	13
Livres (F. Weil, A. Wieviorka, J. Burko, B. Burko-Falcman, D. Rousset)	
Peinture (S. Pourchier)	
Textes	19
Après l'Autriche, la Roumanie ? (H. Carasso)	
La Mémoire	21
À qui appartient Auschwitz ? (I. Kertész)	
La mémoire juive à Varsovie (C. Mann)	
La page du Citoyen	28
Brèves	29
Humour et Convivialité	30
En Vrac	32

Lilly Scherr

C'est avec une grande tristesse et beaucoup de chagrin que nous avons appris le décès de Lilly Scherr, qui ne comptait dans notre cercle que des amis et des admirateurs. C'était une femme d'enthousiasme et de conviction, qui avait mis au service du cinéma juif toute sa passion et tout son élan. Nul n'oubliera ses multiples interventions dans les ciné-clubs et les débats, ainsi que son féminisme mesuré et irréductible. Elle avait le don de fasciner son auditoire et de l'emporter au moyen d'un verbe entraînant et irrésistible. Ses qualités humaines étaient à la mesure de sa fougue militante, et tout ce qu'elle disait était pénétré d'une grande passion. Les lecteurs de *Diasporiques* auront bénéficié d'un des derniers, sinon du dernier écrit de Lilly Scherr : notre numéro 12 (décembre 1999) ouvrait une rubrique "cinéma" avec son article sur le film *Voyages* de E. Finkiel. Elle n'a pas eu la possibilité de nous en écrire un second. Chez tous ceux qui l'ont connue, elle laisse un grand vide. Nul ne l'oubliera.